Éclairage
Histoire

– n° 11 –

L'Opposition communiste en URSS : les trotskystes (1923-1938)

Tome I
1923-1927 : la lutte antibureaucratique dans le parti bolchevique

Pierre Merlet

les bons caractères lbc

6, rue Florian – 93500 Pantin

© Les Bons caractères – 2013
Imprimé par IMS – 93500 Pantin
ISBN 978-2-915727-39-5
Dépôt légal 2e trimestre 2013

Introduction

Le trotskysme est né en Russie soviétique du combat mené par des dizaines de milliers de communistes contre la dégénérescence bureaucratique de l'État issu de la révolution d'Octobre 1917, au sein du parti bolchevique qui avait mené cette révolution.

En octobre 1917, en Russie, pour la première fois depuis que Marx avait proclamé la nécessité de renverser l'État bourgeois afin d'ouvrir la voie à une société socialiste, la classe ouvrière entraînant avec elle la paysannerie pauvre s'empara du pouvoir et commença à édifier son propre État, sur un territoire représentant le sixième des terres émergées dans le monde et comptant près de 120 millions d'habitants. L'enthousiasme que cela suscita parmi les travailleurs des autres pays n'eut d'égal que la peur des classes dominantes du monde entier, qui s'affrontaient alors par peuples interposés dans le premier conflit mondial. Face à la coalition des deux camps impérialistes qui se rejoignirent pour étrangler la révolution, ou au moins pour l'empêcher de s'étendre, les bolcheviks firent tout leur possible pour que la Révolution russe soit le prélude à la révolution mondiale. En 1919, ils créèrent la Troisième Internationale, communiste, dont ils voulaient faire l'état-major du prolétariat mondial. L'appel du *Manifeste du parti communiste* : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* » n'était plus seulement une profession de foi, il était désormais à l'ordre du jour. Mais pour vaincre, la révolution avait besoin de partis qui aient rompu avec la politique de collaboration de classe dans laquelle la social-démocratie avait sombré dès août 1914. Or, en dehors de Russie, de tels partis n'existaient pas

encore. Ils se créèrent dans le feu des événements, mais trop tard pour jouer un rôle décisif.

La vague révolutionnaire qui déferla à partir de 1918 en Allemagne, en Finlande, en Hongrie ne parvint pas à l'emporter. Aucun autre État ouvrier ne put s'établir durablement. L'épreuve de force à l'échelle internationale entre la bourgeoisie et le prolétariat se termina par la victoire de la première. Les puissances impérialistes, même coalisées, ne parvinrent toutefois pas à reprendre le pouvoir dans une Russie prolétarienne qui restait isolée.

L'isolement de cette Russie des soviets, qui allait prendre le nom d'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) à la fin de 1922, fut la cause principale de sa dégénérescence. Plus de trois années de guerre civile, après la guerre mondiale et la révolution, achevèrent d'épuiser l'énergie des masses. Au début des années 1920, la classe ouvrière russe, exsangue, décimée, avait perdu espoir dans la perspective de la révolution mondiale. Désertant les soviets, elle laissait l'exercice du pouvoir à un appareil étatique qui se bureaucratisait.

Du « bureaucratisme » à la bureaucratisation : la stabilisation

La fin de la guerre civile et de l'économie de guerre, la reprise d'une certaine activité économique remirent en mouvement un processus d'accumulation privée. Une nouvelle bourgeoisie était en gestation à partir de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes et la pauvreté engendrait inévitablement l'inégalité. Mais à côté de cette nouvelle bourgeoisie, encore embryonnaire, apparaissait une autre couche privilégiée, originale, sur le corps même de l'appareil de l'État issu de la révolution prolétarienne. Il ne s'agissait plus seulement de « bureaucratisme » dans la conduite des affaires

de l'État ou du parti, mais d'un fait social majeur, de l'émergence et du développement cancéreux d'une catégorie sociale habituée à décider, à commander, à répartir en proclamant le faire au nom du prolétariat au pouvoir.

Cette couche sociale n'a pas tardé à prendre conscience de ses intérêts propres, aspirant aussitôt à la stabilisation de sa position sociale et des privilèges croissants qui l'accompagnaient. Cette prise de conscience n'avait rien de théorique : elle se forgea dans des luttes sociales et politiques. Des réseaux de complicité qui se créèrent pour s'opposer à ce que la classe ouvrière, renaissante avec la renaissance de l'industrie, s'avise de contrôler le pouvoir censé lui appartenir, mais aussi pour résister à la rivalité de la bourgeoisie qui reprenait des forces. Ces réseaux finirent par trouver leur représentant suprême en la personne de Staline.

C'est contre ce processus contre-révolutionnaire que se levèrent ceux qui entendaient poursuivre la révolution prolétarienne commencée en octobre 1917. L'acte de naissance de l'Opposition de gauche au sein du PC(b), le parti communiste (bolchevique), date d'octobre 1923 et de la déclaration dite des Quarante-six.

La bureaucratisation de l'État était un phénomène social profond, de grande ampleur, qui pesait sur le parti lui-même. La cause en était le rapport des forces défavorable à la classe ouvrière, à l'échelle mondiale et à l'intérieur de l'URSS, les deux étant organiquement liés. On ne pouvait combattre pareil phénomène seulement avec des idées, fussent-elles portées par des militants aussi prestigieux que Trotsky et la plupart des vieux-bolcheviks ; le facteur décisif de cette lutte résidait dans le fait suivant : la classe ouvrière, en URSS comme à l'échelle internationale, allait-elle ou non reprendre le chemin de l'offensive et la révolution allait-elle ou pas remporter de nouvelles victoires ?

L'Opposition de gauche inscrivait toute sa politique dans la perspective d'une remontée des luttes sociales et de révolutions à venir dans d'autres pays. Trotsky et ses camarades savaient que seules la victoire des travailleurs et la naissance d'un État ouvrier dans un autre pays redonneraient l'initiative politique à la classe ouvrière soviétique et renforcerait son noyau révolutionnaire au sein du PC(b). Malgré un régime de plus en plus étouffant dans le parti, malgré les exclusions et la répression, l'Opposition continua donc pendant des années à militer au sein du PC(b). En effet, la transformation de ce parti révolutionnaire, comme l'histoire n'en avait jamais connu, en un parti soumis aux bureaucrates ne s'est pas faite du jour au lendemain. Parmi tous les militants ayant contribué à la victoire de 1917, nombreux furent ceux qui subirent sans vraiment s'en rendre compte l'influence réactionnaire de la bureaucratie et lui apportèrent leur soutien de fait en appuyant Staline et sa clique. D'autres, tout en ayant conscience du caractère réactionnaire de la bureaucratie, se sentaient écrasés sous son poids social en l'absence de mobilisation ouvrière. Mais les uns et les autres n'avaient pas abandonné pour autant leurs idées, ni surtout pu oublier la période révolutionnaire qu'ils venaient de vivre. Et ils étaient des centaines de milliers dans ce cas. Malgré sa relative faiblesse numérique, l'Opposition se savait forte de ce capital humain et militant : elle savait qu'elle pourrait compter sur ces communistes révolutionnaires dans des circonstances plus favorables, que nombre d'entre eux retrouveraient le chemin de la lutte.

Bolchevisme ou stalinisme ?

La bureaucratie le savait elle aussi, c'est pourquoi elle fit de l'Opposition de gauche, dès sa formation, son principal ennemi. Et, il faut le souligner, c'est aussi pourquoi, depuis des décennies les

tenants et idéologues du système capitaliste, lorsqu'ils critiquent le stalinisme dans la presse, dans des débats télévisés ou dans les ouvrages spécialisés, se gardent bien de souligner, voire de mentionner – ainsi encore en mars 2013 dans un dossier du *Monde* consacré au soixantième anniversaire de la mort de Staline – le fait que le stalinisme et la bureaucratie menèrent, dès le début, une lutte à mort contre un grand nombre de communistes qui les combattaient : les trotskystes. Et, il faut rappeler qu'à l'époque où Staline allait massacrer tous ceux qui, dans le parti bolchevique, gardaient leurs idées communistes, l'opinion publique bourgeoise occidentale applaudissait à l'abandon par Staline des idées de Lénine et à la liquidation de ceux qui continuaient à les défendre.

Il revient à la fraction Zinoviev-Kamenev-Staline, qui s'empara de la direction du parti peu avant la mort de Lénine, d'avoir inventé le terme « trotskysme ». Elle choisit de désigner ainsi l'Opposition de gauche afin de la disqualifier, de l'opposer à la base du parti attachée au combat de Lénine. Le but était de faire croire que Trotsky, qui s'était opposé à Lénine sur bien des questions dans les polémiques entre révolutionnaires engagés dans le combat pour renverser le tsarisme, n'avait jamais cessé d'être un adversaire politique du bolchevisme. C'était une grossière calomnie qui déformait le passé de Trotsky, révolutionnaire depuis l'âge de 17 ans, plusieurs fois emprisonné et exilé après s'être évadé de déportation, président du soviet de Saint-Pétersbourg lors de la révolution de 1905. C'était surtout rejeter son rôle pendant la révolution de 1917, dont il fut le principal dirigeant aux côtés de Lénine, organisateur de l'insurrection d'Octobre, ensuite fondateur et chef de l'Armée rouge, cofondateur de l'Internationale communiste. Le stalinisme n'en était qu'à ses débuts, mais il inaugurait déjà ce qui, avec la terreur politique,

allait être sa caractéristique : le recours systématique au mensonge, à l'usurpation, aux calomnies.

Néanmoins, l'expression « trotskysme », inventée pour être calomnieuse, prit avec le temps une signification que n'avaient pas voulue ses initiateurs. Il arrive bien souvent dans l'histoire, surtout celle des révolutions, que certains noms deviennent des symboles politiques. Il en fut ainsi d'un Robespierre ou d'un Bonaparte durant la révolution française. Staline, fossoyeur de la révolution prolétarienne, est devenu le symbole du bonapartisme réactionnaire qui a pris la place de la démocratie révolutionnaire des soviets. Il incarna les conséquences catastrophiques que la dégénérescence du premier État ouvrier allaient entraîner dans le mouvement ouvrier mondial. Trotsky, lui, incarne pour toujours, non seulement le combat des adversaires irréconciliables de la bureaucratie et du stalinisme, mais, au-delà, la continuation de la politique communiste révolutionnaire.

L'Opposition de gauche avait choisi pour se définir le qualificatif de « bolchevique-léniniste ». Elle soulignait par ce choix qu'elle entendait incarner la continuité avec les traditions militantes, politiques et organisationnelles du bolchevisme contre les usurpateurs staliniens.

* * *

L'histoire de la lutte des bolcheviks-léninistes en URSS va de 1923, avec la formation de l'Opposition de gauche, à 1938, quand Staline fit fusiller les trotskystes qu'il avait jetés dans les camps de concentration. Soit une quinzaine d'années, un laps de temps équivalent à celui qui sépare la naissance du parti bolchevique, en 1903, de la révolution d'Octobre. On a donc là l'histoire d'un courant qui a bénéficié de l'expérience politique collective de dizaines de milliers de militants ayant traversé, en combattants, tout ou partie de

la période 1923-1938. Au capital politique des bolcheviks d'avant 1917, d'Octobre, de la guerre civile et des débuts de l'édification du pouvoir soviétique, capital dont l'Opposition disposait parce que c'était celui de ses membres, s'ajouta celui d'une période extrêmement féconde en luttes politiques et bouleversements sociaux, à l'échelle internationale comme en URSS.

Parce qu'ils avaient lutté pour la victoire d'Octobre, parce qu'ils avaient combattu pour sauver les soviets durant la guerre civile, les oppositionnels communistes étaient partie prenante, de toutes leurs forces, dans la construction de la nouvelle société soviétique. Une société débarrassée de la domination économique et politique directe de la grande bourgeoisie, mais où tout était à construire et à inventer. Parmi les autres travailleurs, avec eux, ouvriers, administrateurs, ingénieurs et techniciens, ils construisaient et faisaient fonctionner de nouvelles usines, s'efforçaient de moderniser l'agriculture, de développer la médecine, l'instruction depuis l'alphabétisation des masses jusqu'à la formation des jeunes « professeurs rouges » et autres cadres indispensables dans les universités, etc. Ils savaient évidemment qu'il ne pouvait y avoir de « socialisme dans un seul pays », mais que le renforcement économique de l'URSS était, dans l'attente de prochaines révolutions, une condition indispensable à sa survie et au renforcement du poids social de la classe ouvrière, donc de ses capacités à défendre ses intérêts face à des déformations inévitables de son État. En effet, l'arriération économique du pays portait en germe le danger d'un effondrement du régime soviétique de l'intérieur, sous la pression de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie renaissantes. Expression de l'état dans lequel le tsarisme avait laissé le pays et de la survie du capitalisme à l'échelle mondiale, ce fléau contribuait à son tour au renforcement de la bureaucratie.

L'opposition bolchevique-léniniste : quinze années de combat pour une alternative au stalinisme

L'Opposition soumit à une critique permanente ce qui se présentait, au début, comme une dérive politique de la direction du parti. Elle proposa sur chaque question une politique alternative qui parte du point de vue exclusif des intérêts de la classe ouvrière, liant de façon indissoluble l'avenir de l'URSS à celui de la révolution mondiale. Au repli national de la bureaucratie, elle opposa le drapeau de l'internationalisme prolétarien.

Or la décennie qui suivit la Révolution russe fut marquée par plusieurs montées de la combativité ouvrière, notamment par les insurrections ouvrières d'Allemagne et de Bulgarie en 1923, puis par la plus grande grève générale de l'histoire de l'Angleterre en 1926, et par la révolution prolétarienne qui prit son essor en Chine en 1925-1927, ces tentatives du prolétariat étant – au moins dans les deux derniers cas – sabotées par la direction zinovievo-stalinienne de l'Internationale. À partir de 1929, la crise ébranla l'économie capitaliste tout entière. Confrontée à ces événements majeurs, l'Opposition opposa à la politique, de plus en plus ouvertement et délibérément contre-révolutionnaire, du Komintern de Staline, sa propre politique inspirée des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, de ceux où Lénine et Trotsky faisaient tout pour guider la classe ouvrière mondiale sur la voie de la révolution. Puis, il y eut l'arrivée du nazisme au pouvoir en 1933 et l'écrasement sans combat du prolétariat allemand, paralysé qu'il fut entre deux politiques également fatales de ses principaux partis : le réformisme des sociaux-démocrates et le sectarisme des staliniens. Quant à la grève générale de juin 1936 en France, puis à la révolution espagnole, elles furent délibérément trahies par les « fronts

populaires » : une politique conjointement mise en œuvre par la social-démocratie, qui voulait gérer loyalement le capitalisme – pour paraphraser Léon Blum –, et par la bureaucratie stalinienne, qui craignait comme la peste que la victoire d'une révolution, même au loin, n'ébranle son pouvoir en URSS en redonnant espoir et énergie au prolétariat.

Aux côtés des travailleurs

La quinzaine d'années entre les premières manifestations de l'Opposition de gauche, en 1923, et la montée des tensions internationales qui annonçaient la guerre mondiale couvre une période de luttes de classe intenses, à l'échelle internationale comme à l'intérieur des frontières soviétiques. Face à la fraction stalinienne où l'obéissance aveugle à la direction, malgré les zigzags empiriques de sa politique, tenait lieu d'engagement, l'Opposition de gauche constituait un parti communiste toujours vivant, avec des débats intenses tant sur les événements internationaux que sur les innombrables problèmes de la construction d'une économie nouvelle, débarrassée de la propriété privée des moyens de production. Dans tous ces domaines, elle proposait une politique cohérente, correspondant aux intérêts du prolétariat.

C'est précisément cette cohérence qui fit qu'elle trouva tout naturellement l'oreille des travailleurs qui commençaient, au milieu des années 1920, à retrouver le chemin de la lutte de classe. La Nouvelle politique économique (NEP) décidée par Lénine et par Trotsky en 1921, pour laisser un certain champ aux initiatives privées dans un pays ravagé par la guerre civile afin de redémarrer un minimum d'activité économique, accentuait en même temps la différenciation sociale. Les concessions, indispensables, aux intérêts bourgeois qu'impliquait la NEP devaient être contrôlées, encadrées,

limitées par le pouvoir soviétique. Mais ce pouvoir n'était plus celui des travailleurs eux-mêmes, organisés en soviets : il était devenu celui d'une bureaucratie de plus en plus coupée des travailleurs et de plus en plus attirée par le mode de vie, la mentalité des nepmen, les nouveaux riches.

La classe ouvrière, qui renaissait avec le retour de l'activité industrielle, ressentait dans sa chair la menace que représentait pour elle l'alliance de fait prenant forme entre nepmen et bureaucrates. L'orientation politique et économique destinée à renforcer son poids politique et social proposée par l'Opposition de gauche ouvrait une perspective. C'est pourquoi l'influence de l'Opposition de gauche grandit dans les entreprises en 1924-1925. À partir de 1926 jusqu'à la fin de 1927, une grande partie de la vieille garde bolchevique se rallia à elle, réagissant à la concentration des pouvoirs entre les mains de Staline. Cela se concrétisa par la création de l'Opposition unifiée avec le ralliement de Zinoviev et de Kamenev à Trotsky.

Maîtresse de l'appareil, la fraction stalinienne réagit. L'Opposition unifiée fut exclue du parti au XV^e^ congrès, fin 1927. Elle se divisa alors entre ceux qui, tels Zinoviev et Kamenev, choisirent de capituler, et ceux qui refusèrent de plier et continuèrent à combattre pour leurs idées.

Désormais hors-la-loi, redécouvrant les dangers de l'activité clandestine, les bolcheviks-léninistes allaient connaître les rigueurs de la répression : la prison, la déportation et, plus tard, les camps de concentration et les exécutions systématiques.

Au cours des années 1928-1929, l'Opposition dut faire face à une vague de capitulations individuelles. Elle surmonta l'épreuve en gagnant de nouveaux militants dans la classe ouvrière et en particulier dans la jeunesse. Confrontée en 1933 au choc de l'arrivée de

Hitler au pouvoir, qui signait la faillite du cours stalinien imposé à la IIIe Internationale, l'Opposition en tira les conséquences, sur le plan politique et organisationnel, en s'orientant vers la construction d'une IVe Internationale qui regroupe, indépendamment des partis staliniens, les éléments, groupes et partis restés fidèles au programme communiste de Marx et de Lénine. Cela signait l'acte de naissance du mouvement trotskyste.

Le combat de Trotsky et des oppositionnels soviétiques pour transmettre l'héritage bolchevique

Le panorama que nous venons d'esquisser donne un aperçu non exhaustif des problèmes politiques qui se posèrent à toute une génération de militants révolutionnaires durant cette période. En URSS, des dizaines de milliers de militants regroupés autour d'un même programme, de mêmes convictions communistes internationalistes, avec des dirigeants et des cadres expérimentés, eurent à répondre, ensemble, aux différentes situations et aux différents problèmes auxquels ils étaient confrontés, en élaborant des réponses, une tactique et une politique communes.

Ces idées, ces prises de position ne sortaient pas – comme des historiens, pas tous bien intentionnés, ont souvent voulu le croire – d'un cerveau isolé. Elles résultaient de l'expérience collective, des luttes menées par des dizaines de milliers de communistes révolutionnaires.

Au cours du combat de l'Opposition, Trotsky et ses partisans à l'étranger réussirent à faire entendre la voix des bolcheviks-léninistes au-delà des frontières de l'URSS. De petits groupes communistes oppositionnels virent ainsi le jour à l'étranger, dont certains furent animés par des fondateurs du mouvement communiste dans

leur pays, tels Rosmer en France, Chen Duxiu en Chine, Cannon aux États-Unis...

Malheureusement, en exterminant des milliers de trotskystes en URSS, la bureaucratie stalinienne réussit à créer une rupture entre le noyau révolutionnaire issu du parti bolchevique d'octobre 1917 et la classe ouvrière, et entre les générations successives de militants, en Union soviétique bien sûr, mais aussi partout dans le monde. Les écrits et l'activité, notamment en exil, de Léon Trotsky après son expulsion d'URSS en 1929, permirent, malgré la terreur stalinienne et malgré la barbarie sous toutes ses formes du monde impérialiste, que ce capital – concentré de plus d'un siècle et demi de luttes du mouvement ouvrier révolutionnaire international – parvienne jusqu'à nous. Heureusement. Car il constitue le lien indispensable entre les acquis du mouvement ouvrier révolutionnaire et son avenir, qui est à construire.

* * *

Nous nous proposons de retracer en deux volumes la lutte de l'opposition communiste au stalinisme en URSS. Le premier tome couvre la période qui va de 1918 à la fin 1927. 1918 car la lutte de l'Opposition de gauche n'a pas surgi du néant ; les bolcheviks, et d'abord Lénine, ont dénoncé et combattu la bureaucratisation de leur État dès la manifestation de ses premiers symptômes. L'année 1927, elle, a marqué une étape dans le combat des bolcheviks-léninistes avec leur exclusion du PC(b). Le second volume traitera de la période 1928-1938 : celle du combat, dans la clandestinité et dans les camps, des bolcheviks-léninistes jusqu'à leur liquidation physique par la dictature stalinienne.

Première partie

1918-1923 : De la perspective de la révolution mondiale à l'isolement de l'URSS, fondement de la dégénérescence de l'État ouvrier

Chapitre I^er

Le parti bolchevique et la révolution d'Octobre

En octobre 1917, les bolcheviks prirent le pouvoir, portés par la puissante vague révolutionnaire qui soulevait les masses d'ouvriers, de paysans et de soldats dans tout le pays depuis le mois de février. D'abord minoritaires dans les soviets, ils avaient défendu leur programme en faveur de la dictature du prolétariat face au gouvernement provisoire qui, continuant la guerre, cherchait à préserver la domination de la bourgeoisie sur la société. Parmi les travailleurs et les soldats, ils avaient partagé les luttes, les épreuves et les coups de force de la réaction, jouant à plusieurs reprises un rôle décisif qui permit à la révolution de continuer à aller de l'avant. Quand ils organisèrent l'insurrection d'Octobre, ils savaient – et le dernier congrès des soviets l'avait démontré – que la majorité des classes laborieuses était déjà avec eux. Ainsi, en quelques mois à peine, un parti minoritaire mais solide, aguerri dans la lutte, avec un programme cohérent allant dans le sens des intérêts des travailleurs, était passé des profondeurs de la Russie tsariste, des prisons et des lieux de déportation à la tête du pays, en instaurant un gouvernement des commissaires du peuple appuyé sur le pouvoir des soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats. En quelques mois s'était produit un changement de situation fulgurant, révolutionnaire au sens propre du mot : pour l'avoir vécu et surtout pour y avoir œuvré, les

trotskystes, comme leurs adversaires, gardèrent toujours à l'esprit dans la période suivante qu'un pareil bouleversement pouvait se produire ; les premiers misant sur un processus similaire, les autres le redoutant puis combattant tout ce qui pourrait y conduire et amener le retour d'une conjoncture favorable à la révolution.

Le parti bolchevique avait derrière lui une expérience politique et militante acquise au cours des quatorze années qui avaient précédé la révolution. Tendance du parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR), puis fraction indépendante, il avait forgé son programme non seulement en tant que membre de la IIe Internationale – qui lui avait beaucoup apporté, avec l'expérience du parti social-démocrate allemand et avec le capital théorique de Marx et Engels – mais également à travers des luttes de tendance, dont celle qui avait abouti à la première et alors provisoire séparation avec les mencheviks en 1903. Il avait connu des situations politiques très variées, en particulier la révolution de 1905 qui se solda certes par une défaite, mais laissa des acquis politiques et organisationnels durables dans la conscience de la génération ouvrière qui allait prendre le pouvoir douze ans plus tard. Lors du reflux, après 1905, le parti bolchevique avait tenu bon, usant de toutes les possibilités, légales ou non, de l'activité syndicale et des élections, pour se renforcer. En août 1914, il avait su résister aux sirènes du patriotisme : alors que les grands partis socialistes jetaient par-dessus bord le programme qu'ils professaient la veille encore et se ralliaient à l'union sacrée avec leur bourgeoisie, il maintint le cap de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.

Il n'est pas une biographie de bolchevik qui n'évoque la clandestinité, la prison, la déportation en de lointaines provinces inhospitalières et, pour certains, l'exil à l'étranger. Dès sa formation, ce parti s'était lié étroitement à la classe ouvrière, jeune et concentrée dans

de grands centres industriels. Au quotidien, c'étaient l'organisation de groupes révolutionnaires dans les usines, les grèves, les manifestations, les licenciements, les changements de résidence forcés par décision administrative ou par nécessité, le chômage, la surveillance des mouchards de l'Okhrana, la police politique tsariste.

Malgré leur riche expérience militante, la plupart des bolcheviks n'avaient pas plus de quarante ans – et souvent bien moins – lorsqu'éclata la révolution de 1917. Après la guerre civile, on parlera pourtant de « vieux-bolcheviks » pour désigner ceux qui avaient milité sous le tsarisme. Ce n'est évidemment pas un hasard si nombre de ceux qui survécurent à la guerre civile, après avoir contribué à la construction du parti et à l'établissement du pouvoir des soviets, allaient figurer parmi les premiers opposants à la bureaucratie. Du vivant de Lénine, le parti n'avait rien à voir avec ce qu'il allait devenir sous la botte de Staline. C'était un parti de combattants, courageux par la pensée autant que dans l'action. Sa cohésion et l'autorité de sa direction venaient de l'éducation politique et de la conscience des militants, de la libre confrontation des idées, des affrontements politiques et théoriques entre tendances, menés jusqu'au bout car tous savaient que leur enjeu était l'avenir de la révolution.

Trotsky, avant 1917, n'avait pas adhéré au parti bolchevique. Depuis 1898, il était cependant l'un des dirigeants en vue du POSDR, et son rôle de président du soviet de la capitale lors de la révolution de 1905 avait fait de lui, à vingt-cinq ans, un dirigeant connu et reconnu des masses révolutionnaires. Avec son talent de publiciste, il avait participé en 1902 à la rédaction du journal social-démocrate l'*Iskra*, publié en exil, aux côtés de Lénine. Après la scission de 1903, il se tint à l'écart des deux fractions, bolchevique comme menchevique. Il rejetait la perspective menchevique réduisant le

rôle du prolétariat dans la révolution à venir à celui d'auxiliaire de la bourgeoisie. Mais il n'avait pas encore saisi ce qu'avait de décisif et d'indispensable la démarche de Lénine, qui fixait précisément le rôle politique et les contours organisationnels du parti révolutionnaire, afin que la classe ouvrière soit le fer de lance de la révolution. Il milita donc jusqu'à la guerre impérialiste comme chef de file d'un courant conciliateur, favorable à la réunification des deux tendances de la social-démocratie russe. À partir de 1914, il amorça son rapprochement avec le bolchevisme et, après février 1917, rompit définitivement avec les mencheviks, quand ceux-ci apportèrent leur soutien au gouvernement provisoire, c'est-à-dire à la bourgeoisie russe. Se tenant dès lors sur la même ligne politique que Lénine, Trotsky dirigea la révolution à ses côtés et, en août 1917, adhéra au parti bolchevique avec ses camarades de l'organisation Interrayon, dont beaucoup intégrèrent avec lui les instances dirigeantes de ce parti. Par la suite, Trotsky n'eut de cesse de défendre le bolchevisme, qui seul avait permis la prise du pouvoir par la classe ouvrière, et de lutter pour la formation de partis communistes de type bolchevique partout dans le monde.

Chapitre II

Guerre civile et communisme de guerre (1918-1921)

Trois mois après octobre 1917, des généraux tsaristes, à la tête d'armées « blanches », déclenchaient la guerre civile. Le général Kornilov, qui avait déjà lancé ses troupes sur Petrograd-la-rouge à la veille d'Octobre, déclara : « *Même s'il faut brûler la moitié de la Russie et verser le sang de trois quarts de la population, nous le ferons si c'est nécessaire pour sauver la Russie.* » L'agression contre-révolutionnaire était subventionnée et soutenue par les grandes puissances – Allemagne, France, Grande-Bretagne, Japon, États-Unis – qui craignaient que la contagion révolutionnaire s'étende aux citadelles du monde impérialiste. Un risque bien réel quand on sait qu'elles durent rapatrier les corps expéditionnaires anglais et français envoyés contre la Russie soviétique, le commandement craignant la contagion des mutineries de soldats et de marins ayant commencé à fraterniser avec les travailleurs russes.

La guerre civile exigea des trésors d'énergie, d'enthousiasme révolutionnaire et d'esprit de sacrifice, à l'arrière comme au front, de la part de millions de travailleurs des villes et des campagnes. Sans cette énergie révolutionnaire du prolétariat russe, mais aussi sans l'écho que ce dernier trouva parmi les exploités dans le monde, le pouvoir soviétique n'aurait jamais pu vaincre pareille coalition de forces contre-révolutionnaires. Mais trois années de lutte acharnée

laissèrent le pays exsangue. Le parti bolchevique y perdit des milliers de militants et ses plus sûrs soutiens dans la classe ouvrière et la paysannerie pauvre : des centaines de milliers de travailleurs parmi les plus dévoués et les plus conscients périrent au combat ou assassinés par les Blancs.

Le premier décret pris par les bolcheviks, le jour même de la prise du pouvoir, avait été celui sur la paix. Il abolissait la diplomatie secrète de la Russie et proposait à tous les belligérants une paix « *équitable et démocratique, immédiate, sans annexions et sans indemnités* ». Au début de 1918, Lénine voulait absolument obtenir au moins une paix séparée avec l'Allemagne, pour sortir enfin du conflit mondial et avoir le temps de se préparer à de nouveaux combats. Mais les négociations avec l'Allemagne provoquèrent une crise importante dans le camp révolutionnaire.

Des bolcheviks s'opposaient à la signature d'un traité qui, craignaient-ils, laisserait à l'état-major allemand les mains libres pour intensifier la guerre à l'Ouest, ce qu'ils voyaient comme une trahison à l'égard des prolétaires allemands. Ces « communistes de gauche », comme on les appela, prônaient une guerre révolutionnaire, même sans possibilité de vaincre. Lénine faisait valoir que, la révolution n'étant pas encore mûre en Allemagne, une défaite de la dictature du prolétariat en Russie face à l'impérialisme compromettrait durablement les chances que la révolution s'étende. Le point de vue de Lénine étant très minoritaire, Trotsky proposa une solution intermédiaire : ne rien signer et se retirer unilatéralement du conflit. Sa position l'emporta, mais la Reichswehr reprit l'offensive et s'enfonça rapidement en territoire soviétique. D'évidence, Lénine avait raison : en fait de guerre révolutionnaire, on allait au désastre. Les bolcheviks durent reprendre les négociations et un traité de paix fut signé à Brest-Litovsk, en mars 1918.

La guerre civile n'était pas uniquement, ni principalement, une succession d'actions militaires. Elle était surtout l'application d'une politique révolutionnaire : dans le pays, pour faire basculer du côté de la révolution les classes exploitées, les minorités nationales opprimées par le tsarisme ; en direction des autres pays, pour y favoriser la séparation entre les classes dirigeantes et le prolétariat.

La guerre civile s'intensifiant, le territoire des soviets se retrouva encerclé, telle une « forteresse assiégée », disait Lénine. En 1919-1920, les armées blanches des généraux Ioudenitch et Denikine arrivèrent aux portes de Petrograd et à 250 kilomètres de Moscou. Les bolcheviks n'avaient qu'un objectif : tenir jusqu'à ce que la révolution, qui mûrissait rapidement à l'Ouest, embrase de nouveaux pays.

Les bolcheviks gagnèrent aux idées de la révolution des soldats des empires allemand et austro-hongrois qui se trouvaient prisonniers en Russie et qui, une fois retourné dans leur pays d'origine, allaient former des partis communistes. Ils encourageaient les nationalités que le tsarisme avait opprimées à rejoindre la révolution. En mars 1919, à Moscou, avec une poignée d'internationalistes de divers pays, ils fondèrent l'Internationale communiste (Komintern, en russe) pour organiser cette fraction du prolétariat qui se détournait des partis socialistes, dont les dirigeants étaient ouvertement passés dans le camp de la bourgeoisie, et hâter la formation de partis communistes révolutionnaires. Ils voulaient faire du Komintern l'état-major de la révolution mondiale.

Pour défendre le pays des soviets, les plus grands sacrifices furent demandés à la population à l'arrière comme au front. L'économie était entièrement soumise aux besoins de l'Armée rouge. Autant dire que le front absorbait pratiquement toutes les maigres ressources du pays. Durant ce qu'on appela le « communisme de

guerre », l'État dut prendre en main les entreprises, dans ce pays dont l'économie, majoritairement composée de petits producteurs, manquait d'infrastructures modernes, où la grande industrie, déjà très en retard, avait vu son développement bloqué par la guerre. Dans les campagnes, des détachements ouvriers venus de la ville réquisitionnaient les grains, se heurtant à une résistance croissante de la part des paysans. Dans les centres urbains, on mit en circulation des cartes de rationnement, qui ne donnaient droit de toute façon qu'à des rations de misère.

Dans cette situation dramatique, les bolcheviks se retrouvèrent bientôt seuls pour défendre la dictature du prolétariat. Le parti menchevique et la majorité des socialistes-révolutionnaires (SR) s'étaient opposés à la prise du pouvoir par les soviets. Seule une fraction du parti SR, les SR de gauche, choisit de se battre pour le pouvoir soviétique aux côtés des bolcheviks, bien que ne partageant pas tout leur programme. Ils participèrent au gouvernement des commissaires du peuple à partir de décembre 1917, cela pendant sept mois. Mais hostiles à la signature du traité de Brest-Litovsk, auquel ils auraient préféré une guerre révolutionnaire, ils finirent par rompre avec les bolcheviks.

La guerre civile, expression d'une féroce lutte de classe, dura près de quatre ans. La révolution dut faire face à une vaste coalition alliant des fragments de la hiérarchie civile et militaire de l'appareil d'État tsariste, les corps expéditionnaires des grandes puissances, des éléments des anciens partis menchevique et SR, ainsi que les forces nationalistes bourgeoises des peuples opprimés sous le tsar. C'est la lutte elle-même, ses nécessités impitoyables, qui traçaient les frontières des camps politiques et qui firent que les bolcheviks se retrouvèrent seuls à incarner les intérêts de la révolution.

En fin de compte, les armées blanches furent mises hors d'état de nuire au début de 1921. Mais l'État soviétique restait isolé et à genoux. La production industrielle s'était effondrée, de même que la production agricole. La classe ouvrière était décimée, éparpillée, la population à bout de forces.

Chapitre III

La bureaucratisation de l'État, les décistes, l'Opposition ouvrière

La guerre civile avait engendré une centralisation extrême du pouvoir. L'organisation des services de l'Armée rouge nécessitait un appareil militaire considérable. L'administration de l'économie, des transports, des communications, reposait aussi sur un nombre important de fonctionnaires, certes issus du parti bolchevique et des rangs de la classe ouvrière, mais nommés et non plus élus. On mit en place une police politique chargée de lutter contre le sabotage intérieur et la contre-révolution, la Tcheka. Enfin, dans bien des domaines, il fallut faire appel à des « spécialistes » *a priori* nullement favorables et, au mieux, indifférents au pouvoir soviétique : des officiers de l'armée tsariste, des ingénieurs, des cadres, des membres de l'administration tsariste qui, en bien des endroits, étaient parfois les seuls, sous l'ancien régime, à savoir lire, écrire et compter. L'appareil d'État soviétique se développa donc dans des proportions considérables. En outre, les soviets se vidèrent de leurs participants – qu'ils soient partis au front, qu'ils y aient péri, qu'ils aient été absorbés par l'administration ou, pour la plupart, qu'ils se soient démoralisés sous le fardeau des nécessités de la survie au quotidien. Les soviets ne pouvant plus jouer leur rôle d'instrument de gouvernement des travailleurs, l'appareil administrativo-politique échappa en même temps au contrôle des classes laborieuses.

Pareille situation était inévitable, vu les circonstances, mais elle formait les prémices de la dégénérescence de l'État ouvrier.

Cela d'autant plus que le parti communiste, non seulement ne remplit bientôt plus son rôle qui aurait dû être de combattre la bureaucratisation, y compris en passant dans l'opposition au gouvernement, mais allait bien vite se trouver atteint à son tour par la gangrène bureaucratique.

Le comportement de certains fonctionnaires et des abus de pouvoir dignes du temps des tsars défrayaient la chronique. Des rapports parvenaient à la direction du parti dénonçant « *des cadres soviétiques privilégiés* », « *l'aristocratie communiste* » et autres bureaucrates coupés de la population. Sur fond de misère et même de famine quasi générales, certains s'attribuaient des rations anormalement élevées, d'autres réquisitionnaient des hôtels particuliers pour eux-mêmes, etc. Lénine, à la fin de la guerre civile, parlait sans fard des défauts de l'État ouvrier, rappelant qu'en 1919 le VIII^e^ congrès du PC(b) avait déjà évoqué une « *renaissance partielle de la bureaucratie au sein du régime soviétique* ». En 1921, il constatait : « *Nous voyons ce mal se dresser devant nous encore plus net, plus précis, plus menaçant.* »

En avril 1920, lors du IX^e^ congrès du parti, Evgueni Préobrajensky, coauteur de l'*ABC du communisme*, un des futurs dirigeants de l'Opposition de gauche, énonça au nom du comité central plusieurs mesures destinées à lutter contre ce bureaucratisme : la direction du parti préconisait de renforcer le rôle des militants de base en changeant plus souvent la composition des directions locales, d'obliger tous les cadres du parti à avoir une activité pratique au sein du prolétariat, par exemple qu'ils participent aux « samedis communistes » (les journées de travail volontaire), de retirer leur voiture de fonction aux cadres qui en feraient un usage personnel,

etc. En juillet 1920, le comité central désigna une commission chargée de mener une enquête sur les *« inégalités, malversations et abus de pouvoir »*.

Cependant, des bolcheviks estimaient que cela ne suffisait pas. Ils allèrent jusqu'à remettre en question la politique de la direction sous deux aspects : d'une part, le manque de démocratie dans le parti, d'autre part, le communisme de guerre.

Les premiers prirent le nom de décistes : abréviation constituée d'après les initiales russes des mots « centralistes-démocratiques » qui évoquaient le mode de fonctionnement du parti bolchevique : démocratie, pour ce qui était de la discussion interne entre militants, tendances, etc. ; centralisme dans l'action, autrement dit cohésion de tout le parti derrière une même politique après qu'on l'eut adoptée démocratiquement. Les décistes voulaient plus de démocratie et moins de centralisme, d'autant que le parti détenait désormais tous les leviers du pouvoir. Lénine leur reprochait de ne pas comprendre la nécessité d'établir une discipline de fer dans le parti pendant la durée de la guerre civile, l'unité du parti autour d'une politique juste étant devenue la première condition de la victoire. Pour lui, il ne s'agissait pas de pérenniser cet état de fait, ni de mener une discussion abstraite sur le mode de fonctionnement du parti, mais de sa mise en œuvre concrète dans les conditions d'un pays alors assiégé de toutes parts.

Un tel désaccord n'entraîna cependant aucune sanction à l'encontre des décistes. Même dans cette période de périls extrêmes, les dissensions politiques entre bolcheviks n'étaient pas rares, provoquées par les innombrables difficultés de la situation. Lénine, qui critiquait vertement les décistes, était en même temps le premier à reconnaître haut et fort les tares de l'appareil d'État, dont il fustigeait le bureaucratisme, plus violemment encore lorsqu'il

impliquait des membres du parti. Mais, aux yeux de la plupart des bolcheviks, le risque à combattre en priorité était celui de la contre-révolution qui menaçait la survie même du pouvoir prolétarien.

Quant aux décistes, même s'ils faisaient erreur, ils étaient indéniablement des révolutionnaires, comme la suite le montra. La majorité allaient rejoindre le combat de l'Opposition de gauche au milieu des années 1920, avec leurs chefs de file Timofeï Sapronov, Vladimir Smirnov, Nikolaï Ossinsky. Sapronov, né en 1887, fils de paysan, était peintre en bâtiment, membre du parti depuis 1910. En 1917, il avait présidé le soviet de la province de Moscou. En 1918, il avait été des « communistes de gauche » opposés au traité de Brest-Litovsk.

Autre tendance contestant la direction, l'Opposition ouvrière, représentée par deux vieux-bolcheviks, Alexandra Kollontaï et Chliapnikov, réclamait la fin du communisme de guerre. Elle protestait contre les conditions de vie de plus en plus misérables des ouvriers et exigeait un contrôle ouvrier sur l'économie et l'appareil étatique. Lénine, une fois de plus, critiqua ces revendications qu'il jugeait inconséquentes, alors que la fraction la plus consciente de la classe ouvrière était au front pour combattre la contre-révolution. Comment relever l'industrie dans un pays soumis au blocus, coupé du reste du monde, et même des bassins houillers et des meilleures terres du pays ? Dans ces conditions, à quoi bon réclamer l'impossible, au risque d'attiser un mécontentement qui se tournerait forcément contre le pouvoir soviétique ? Lénine disait avec franchise : « *Nous ne devions pas reculer devant le "communisme de guerre", craindre les mesures les plus rigoureuses et désespérées : nous vivrons sous-alimentés, mais nous défendrons le pouvoir des ouvriers et des paysans, coûte que coûte, en dépit de la ruine la plus inouïe et de*

l'arrêt des échanges.» Au printemps 1921, la guerre civile avait effectivement conduit la Russie soviétique au bord de la ruine.

Pour les bolcheviks, seuls les intérêts de la révolution mondiale justifiaient les sacrifices consentis par les classes laborieuses. Tenir le cap en attendant l'extension de la révolution était ce qui guidait leur politique. «*La république soviétique russe,* rappellera Trotsky en 1922, *n'est pour nous qu'un point de départ de la révolution européenne et mondiale dont les intérêts priment tout (...) ; l'intérêt de la république des Soviets ne peut être autre que l'intérêt du mouvement révolutionnaire mondial.*»

Chapitre IV

La mise en route de la NEP (mars 1921)

Le 1er mars 1921, la ville-citadelle de Cronstadt, située sur une île du golfe de Finlande en face de Petrograd, se souleva. Le mot d'ordre des insurgés, « *Tout le pouvoir aux soviets* », était identique à celui des bolcheviks en 1917, mais maintenant dirigé contre eux, il ne revêtait pas du tout la même signification. Par son hostilité au pouvoir soviétique, ce mouvement prenait un caractère contre-révolutionnaire : outre que la sédition de Cronstadt ouvrait la porte à une intervention des marines occidentales contre Petrograd, elle risquait d'encourager d'autres soulèvements, notamment dans les campagnes, au risque d'ébranler le régime tout juste sorti de la guerre civile. Les contre-révolutionnaires n'hésiteraient pas, disait Lénine, à soutenir *« même les mots d'ordre du régime soviétique, pourvu que fût renversée la dictature du prolétariat en Russie »*. Après un ultimatum invitant les insurgés à se rendre, ce qu'ils refusèrent, le soulèvement fut réprimé. Les délégués au Xe congrès du parti, qui s'ouvrit au moment même où le soulèvement éclata, conscients de la gravité des événements et de la responsabilité qui leur incombait, avaient tous, y compris les membres des oppositions, tenu à participer personnellement à l'assaut sur la glace de la forteresse bien armée de Cronstadt.

Comme un coup de semonce, Cronstadt montrait que le pays n'en pouvait plus. On voyait même une fraction de la classe ouvrière, politiquement déboussolée, se dresser contre son État. La paysannerie ne supportait plus les réquisitions, la production agricole s'était effondrée. L'économie se trouvait au point mort. Le communisme de guerre s'avérait incapable même de nourrir correctement la population. Des romans d'alors, *Le Ciment* de Gladkov et plus encore *La Faim* de Semenov, témoignent du niveau dramatique auquel se trouvait réduite l'existence quotidienne de millions de travailleurs. Lénine écrivait en avril 1921 : « *Le communisme de guerre a été la condition de la victoire dans un pays soumis au blocus. (...) Mais la ruine du petit producteur s'est encore aggravée, le relèvement de la grande industrie a été encore différé, retardé.* »

Au X^e^ congrès, les bolcheviks décidèrent donc d'opérer un tournant radical dans leur politique économique : fini le communisme de guerre, place à la Nouvelle politique économique, la NEP. Personne ne pouvait songer à passer d'une économie de guerre, et en fait de pénurie, à une économie collectiviste. La NEP avait pour objectif de rétablir la petite industrie dans un premier temps, de développer les échanges à tout prix, y compris en encourageant la résurrection du petit commerce. Il fallait relancer la circulation du sang dans les veines de l'économie. On rétablit une part d'économie privée de façon à stimuler l'intérêt individuel des petits producteurs. On permit aux paysans de vendre librement leurs excédents sur le marché. On autorisa l'investissement privé dans certaines branches de la petite industrie. On s'efforça aussi d'attirer des sociétés étrangères dans la grande industrie (pour exploiter le pétrole de Bakou, par exemple), sous le contrôle de l'État, ce qu'on appela des « concessions ». Afin d'encadrer le marché intérieur et

d'empêcher que des groupes capitalistes n'aient barre sur l'économie soviétique, l'État garda un monopole absolu sur le commerce extérieur.

Il n'y avait pas d'alternative. Mais la NEP constituait un recul par rapport à l'objectif socialiste de collectivisation et de planification de l'économie. En outre, la réactivation de l'économie de marché allait se traduire automatiquement par la réapparition d'une bourgeoisie petite et moyenne, au moins dans un premier temps, dont le poids social et l'influence politique se renforceraient peu à peu. Or la bourgeoisie, par essence, ne pouvait que se montrer hostile à la dictature du prolétariat qui, bien que devant faire des concessions, défendait les acquis de la révolution contre le rétablissement complet du capitalisme.

Pour limiter l'effet délétère que cette résurgence bourgeoise ne manquerait pas d'avoir sur le parti – désormais parti unique au pouvoir sur lequel, du coup, s'exerçait toute la pression des différentes classes sociales et de la bureaucratie – la mise en route de la NEP s'accompagna de mesures rigoureuses visant à renforcer l'unité du parti derrière sa direction et son programme communiste révolutionnaire.

Au X^{e} congrès du PC(b), Lénine exigea la dissolution immédiate des fractions déciste et de l'Opposition ouvrière. Il obtint même l'interdiction de toute fraction tant que l'État ne serait pas en mesure de prendre en main l'industrialisation et que la classe ouvrière ne se serait pas renforcée au point de ne plus avoir à craindre la bourgeoisie. Face à la renaissance de cette dernière, la classe ouvrière se trouvait en position de fragilité : numériquement plus faible qu'en 1917, physiquement et moralement épuisée dans tous les sens du terme, elle n'avait plus l'énergie de prendre en main les soviets. Le parti communiste à la tête de l'État restait dès lors seul

garant de ses intérêts, l'ultime rempart du pouvoir soviétique : il lui fallait serrer les rangs.

L'interdiction des fractions, mesure de circonstance que Lénine et Trotsky concevaient comme temporaire, allait cependant servir peu après à la fraction stalinienne pour bâillonner toute critique. À partir de 1924, réécrivant l'histoire en la falsifiant, Staline présenta le monolithisme du parti comme un principe intangible du « léninisme ». Mais en 1921, avant que Staline ne réduise Lénine et le léninisme à l'état de momie, personne n'aurait imaginé pareille chose : la principale crainte des bolcheviks était que l'impérialisme ne tente de renverser l'URSS en trouvant un appui dans la nouvelle bourgeoisie suscitée par la NEP.

Chapitre V

Lénine contre les bureaucrates (1921-1923)

Dès avril 1921, Lénine dénonça « *la bureaucratie, héritage de "l'état de siège", superstructure basée sur l'éparpillement et la démoralisation du petit producteur.* » Il insistait pour encourager les travailleurs à reprendre en main leur État : « *Il faut aider par tous les moyens la masse des travailleurs, s'en rapprocher, y choisir des centaines et des milliers de sans-parti et leur confier des postes dans l'économie.* » Le X^e^ congrès décida qu'un « stage » (période probatoire) d'une année serait désormais imposé aux candidats non-ouvriers à l'adhésion au parti, durant laquelle ils n'auraient pas le droit de vote. Il donna également au comité central le droit d'exclure même un de ses propres membres. Toutes ces mesures, qui visaient à protéger le parti des influences bourgeoises, allaient être retournées à leur profit – et au profit de la bureaucratie – par les staliniens quelques années plus tard.

La bureaucratisation de l'État franchissait imperceptiblement des étapes : le corps des fonctionnaires, avec sa hiérarchie, ses relations, ses habitudes de plus en plus conservatrices, prenait progressivement conscience d'avoir des intérêts particuliers et des privilèges à défendre. Le même processus travaillait un PC(b) étroitement lié à l'appareil d'État par la force des choses. De mars 1919 à mars 1921, ses effectifs étaient passés de 250 000 à 730 000

membres. Même après qu'on les eut réduits pour écarter les arrivistes, en 1923 le PC(b) comptait 35 000 ouvriers sur un total de 370 000 membres. Les instances du pouvoir employant la plupart de ces derniers, des oppositionnels disaient que *« 40 000 membres du parti manient le marteau, 400 000 le cartable »*.

Dans leur écrasante majorité, les membres du parti n'étaient donc plus des ouvriers, mais des fonctionnaires à tous les niveaux de la hiérarchie, officiers et commissaires de l'Armée rouge, permanents des soviets, des syndicats, etc. Le parti n'attirait plus seulement des gens prêts à risquer leur vie comme pendant la guerre civile, mais bon nombre d'éléments ayant *« l'obséquiosité devant le pouvoir du jour »* selon une expression de Trotsky, qui expliquait que *« les trois années de guerre civile laissèrent une empreinte indélébile sur le gouvernement soviétique en vertu du fait qu'un très grand nombre de nouveaux administrateurs s'étaient habitués à commander et à exiger une soumission absolue à leurs ordres »*.

L'état d'esprit révolutionnaire d'Octobre et des débuts du pouvoir soviétique avait laissé place à une envie de stabilité dans un appareil protéiforme et tentaculaire. Beaucoup étaient prêts à entreprendre la construction de la nouvelle économie et de la société soviétique, mais en attendant une révolution mondiale qui tardait à venir, ils aspiraient à une trêve qu'ils estimaient avoir méritée. Pour certains, le feu des combats révolutionnaires était devenu bien lointain. Pour d'autres, de plus en plus nombreux, qui n'avaient jamais été révolutionnaires, ce feu de la révolution sociale, même provisoirement couvert de cendres, allait devenir une menace pour leur quiétude et leurs privilèges. À la fin de l'année 1921, Felix Dzerjinsky, dirigeant de la Tcheka, écrivait dans un rapport : *« Le mécontentement ne cesse de grandir dans les masses sans-parti, le prestige des communistes tombe et le sentiment règne désormais que*

le pouvoir soviétique n'existe que pour les communistes et ne se soucie que d'eux. »

Cependant, les résolutions adoptées contre le bureaucratisme en 1920 et 1921, ainsi que d'autres semblables, prises en avril 1922 au XI[e] congrès, n'étaient pas appliquées. Et quand elles l'étaient cela se retournait souvent, de fait, contre les travailleurs, comme dans le cas du Rabkrin (acronyme russe pour Inspection ouvrière et paysanne). Dès février 1920, pour lutter contre la bureaucratisation, Lénine avait créé cet organisme en plaçant Staline à sa tête. Le Rabkrin comptait alors 250 permanents ; deux ans plus tard, ils étaient 8 000 ! Et ils ne faisaient rien, comme Lénine le dénonçait, contre le bureaucratisme dont ils étaient devenus au contraire un des fleurons et protecteurs. Pour qu'il en aille autrement, il aurait fallu que les travailleurs trouvent en eux-mêmes la force de reprendre le contrôle de leur État. Mais la révolution ne s'étendait pas et, dans l'URSS qui restait isolée, la classe ouvrière se relevait à peine de ses blessures.

En 1923, « *la situation commença à se stabiliser*, écrivait Trotsky. *La guerre civile, de même que la guerre avec la Pologne, étaient définitivement closes. Les conséquences les plus horribles de la famine avaient été dominées, la NEP avait donné un élan impétueux au réveil de l'économie nationale. Le constant transfert de communistes d'un poste à un autre, d'une sphère d'activité à une autre, devint bientôt l'exception plutôt que la règle ; les communistes commencèrent à s'installer dans des situations permanentes, et à diriger d'une manière méthodique les régions ou districts de la vie économique et politique confiés à leur discrétion administrative. La nomination aux emplois fut de plus en plus liée aux problèmes de la vie personnelle, de la vie de famille du fonctionnaire, de sa carrière.* »

Lev Sosnovsky, vieux-bolchevik et futur cadre de l'Opposition de gauche, se fit alors connaître par ses brûlots dans la presse contre les abus des bureaucrates et les portraits mordants qu'il en dressait. Il décrivait ainsi leur esprit routinier et conservateur : *« Ils ne sont ni chauds, ni froids. (...) Ils contraignent toute l'activité du parti à s'insérer dans le cadre mathématique de leurs rapports soigneusement rédigés, sont satisfaits lorsque tous les points sont remplis et qu'ils peuvent faire connaître au centre l'accomplissement règlementaire de ses prescriptions. (...) Ils sont contents quand le calme règne dans leur organisation, quand il n'y a pas d'"intrigues", quand personne ne les combat. »*

En mai 1922, Lénine tomba malade des suites de l'attentat dont il avait été victime en 1918. Des crises allaient le paralyser et l'éloigner de l'activité politique durant des mois, pratiquement jusqu'à sa mort. Mais dans les intervalles entre ces crises, il était frappé par la progression de la bureaucratie. Son dernier article, que la *Pravda* publia le 4 mars 1923, intitulé *Mieux vaut moins mais mieux*, sonnait l'alarme : *« Les choses vont si mal avec notre appareil d'État, pour ne pas dire qu'elles sont détestables, qu'il nous faut d'abord réfléchir sérieusement à la façon de combattre ses défauts ; ces derniers, ne l'oublions pas, remontent au passé, lequel il est vrai, a été bouleversé, mais n'est pas encore aboli ; il ne s'agit pas d'un stade révolu depuis longtemps. »*

Nul n'était mieux placé que les bolcheviks, qui avaient entrepris la construction de l'État soviétique, pour en mesurer les déformations. Contrairement aux décistes et à l'Opposition ouvrière, sans oublier les adversaires déclarés de la dictature du prolétariat, ils prenaient à bras le corps les problèmes de la révolution : comment parer à la menace de contre-révolution intérieure ; comment faire face à l'impérialisme ; comment étendre la révolution ; comment

redresser l'économie ; comment contrer l'influence de la nouvelle bourgeoisie de la NEP ; comment combattre le bureaucratisme, etc. ? Leur critique ne se contentait pas de dénoncer des faiblesses ; ils cherchaient le moyen de les éliminer, tout en menant le combat pour la transformation socialiste de la société dans le pays et hors de l'URSS.

Chapitre VI

Staline et le « Testament » de Lénine

Staline ayant été nommé secrétaire général du parti en avril 1922, Lénine disait déjà de lui : *« Ce cuisinier ne nous préparera que des plats épicés. »* C'est dire qu'il connaissait ses défauts personnels et ne lui accordait qu'une confiance limitée. Mais une révolution mobilise toutes les forces qui peuvent l'aider à vaincre et bien des défauts personnels, même graves, restent le plus souvent sans conséquences notables sur des phénomènes d'une ampleur historique. Ils ne peuvent prendre une importance décisive que dans le contexte particulier où telle ou telle personnalité se trouve amenée à jouer un rôle dans l'expression de forces qui la dépassent. L'avenir de l'URSS dépendait bien moins de tel ou tel individu – y compris de Staline, dont le rôle au sein de l'équipe dirigeante bolchevique était jusqu'alors resté secondaire – que de l'évolution du rapport de force entre le prolétariat et la bourgeoisie, à l'échelle mondiale comme dans le pays.

Jusqu'en 1922-1923, le secrétaire général du parti, c'est-à-dire le responsable placé à la tête du secrétariat, appelé aussi bureau d'organisation, resta subordonné au bureau politique (organisme restreint élu par le comité central, qui dirigeait la politique du parti au quotidien). Ce secrétariat devait notamment affecter des militants là où l'on en avait besoin. Or Staline avait des capacités certaines d'organisateur, doublées d'une solide connaissance du parti

et de ses membres : autant de qualités pour qui devait choisir des hommes pour des tâches déterminées. Par ailleurs, il n'avait rien d'un théoricien ni d'un dirigeant révolutionnaire d'envergure ; la bureaucratie portera cela à son crédit lorsque, bientôt, elle allait se chercher un représentant et un protecteur au sommet du pouvoir.

Personne ne pouvait imaginer le rôle que Staline allait jouer par la suite, ni en 1922, ni en 1923, et probablement lui-même moins que quiconque, disait Trotsky, qui relatait l'anecdote suivante : « *Au printemps 1924, après une des séances plénières du comité central à laquelle ma maladie m'avait empêché d'assister, je dis à I.N. Smirnov :* "Staline deviendra le dictateur de l'URSS." *Smirnov connaissait bien Staline. Ils avaient partagé ensemble le travail révolutionnaire et l'exil pendant des années (...).* "Staline ?, *me demanda-t-il avec stupeur,* mais c'est un médiocre, une nullité sans pittoresque." » En 1926, alors que Staline avait déjà concentré une grande partie du pouvoir entre ses mains, Kamenev se rassurait encore en affirmant qu'il était « *juste un politicien provincial* ».

Mais alors que le bureaucratisme gangrenait peu à peu l'appareil d'État, et finalement celui du parti, Staline allait profiter de sa situation pour constituer autour de lui un vaste réseau de relations qui lui soient redevables, qui d'un poste dans l'appareil, qui d'une promotion ou d'une mission conférant autorité et prestige, avec les privilèges y afférant. Ce clan – cette fraction qui ne disait pas son nom – Staline avait commencé à le constituer durant la guerre civile quand, responsable politique d'une armée, il cherchait systématiquement à couvrir tous ceux qui, exerçant une responsabilité au front, avaient maille à partir avec le chef de l'Armée rouge, Trotsky.

Commissaire du peuple aux Nationalités, et ayant milité pendant des années dans son Caucase natal, Staline joua un rôle majeur

dans la mise en œuvre de la politique caucasienne du gouvernement soviétique. En fait, il l'interpréta et la mena à sa façon, qui n'avait pas grand-chose de communiste. En février 1921, sous ses ordres et suite à un simulacre de soulèvement ouvrier dont il était l'instigateur, l'Armée rouge pénétra en Géorgie, dont Moscou avait reconnu jusque-là l'indépendance, et y imposa de l'extérieur un gouvernement « soviétique ». Puis Staline élabora le projet d'une République de Transcaucasie, qui fédérerait Géorgie, Arménie et Azerbaïdjan en ne leur laissant que très peu d'autonomie vis-à-vis du centre. Les communistes géorgiens refusèrent ce projet qui bafouait les droits des nationalités, un des acquis d'Octobre. Mais Staline voulut passer en force. Son représentant sur place, Ordjonikidze, usant d'intimidation pour faire taire les communistes géorgiens, alla jusqu'à frapper un de leurs dirigeants. Ceux-ci s'adressèrent à Lénine. D'abord abusé par Staline – ainsi que par Dzerjinsky qui, envoyé enquêter sur place, couvrit Staline – Lénine finit par découvrir le pot aux roses et prit alors fait et cause pour ses camarades géorgiens, et contre cette violation de la politique bolchevique des nationalités.

Reposant sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, elle leur reconnaissait le droit de disposer de leur propre État. Le conflit Staline-communistes géorgiens dépassait largement le cadre de la petite Géorgie : il risquait d'avoir des répercutions dans toutes les républiques et régions où vivaient des populations non russes, en affaiblissant le crédit que les bolcheviks avaient gagné parmi elles avec leur politique en rupture totale, volontariste, avec le nationalisme grand-russe et oppresseur du tsarisme. C'est d'ailleurs parce que cette politique des bolcheviks ne se réduisait pas à des mots, mais qu'il s'agissait de décisions suivies d'actes concrets, que les bolcheviks avaient réussi, durant la guerre civile, à convaincre de

rejoindre la future Union soviétique la plupart des nationalités que le tsarisme avait opprimées dans sa « prison des peuples ».

Ayant fini par y voir clair dans les agissements de Staline et de ses compères, Lénine envoya un billet au vieux-bolchevik géorgien B. Mdivani : « *De toute mon âme, je m'intéresse à votre cause. Je suis indigné de la brutalité d'Ordjonikidze et des connivences de Staline et Dzerjinsky. Je prépare pour vous des notes et un discours.* » Parlant de Staline, Lénine dénonçait l'esprit grand-russe et chauvin « *de ce gredin et de cet oppresseur qui est au fond le bureaucrate russe typique* ».

Entre le 15 décembre 1922 et le 4 janvier 1923, il dicta des notes à l'adresse du politburo, connues comme son « testament politique ». Il y exprimait la crainte que Staline, qu'il caractérisait comme « *trop grossier, brutal et déloyal* », ne sache pas toujours user à bon escient des pouvoirs « *presque illimités* » qu'il concentrait entre ses mains. Revenant sur cette question le 4 janvier, il conseillait au politburo de remplacer Staline au poste de secrétaire général.

À l'approche du XII[e] congrès du parti, qui devait se réunir en avril 1923, Lénine proposa à Trotsky de se joindre à lui pour entamer une lutte sans merci contre les bureaucrates. Selon ses propres mots, il préparait une « *bombe* » pour le congrès et se préparait à écarter Staline et sa clique. Mais une nouvelle attaque cérébrale le paralysa, cette fois définitivement, et le priva de l'usage de la parole peu avant le congrès. Ayant appris les intentions de Lénine qui avait personnellement rompu toutes relations avec lui, Staline prit des mesures pour le confiner dans un isolement quasi total jusqu'à sa mort, le 24 janvier 1924.

Lénine n'y pouvant plus rien, Trotsky reprit le flambeau de la lutte contre la bureaucratie. Il n'était pas seul, y compris dans les sphères dirigeantes du parti, à vouloir engager ce combat. La montée de la

bureaucratie était cependant un fait social. On ne pouvait l'arrêter en écartant un individu, qu'un autre aurait pu remplacer en reprenant sa politique. L'ascension de Staline était non pas la cause de la prolifération du cancer bureaucratique, mais un de ses symptômes au plus haut niveau. Cette situation exigeait des révolutionnaires qu'ils se posent la question de quelle politique mener qui renforce matériellement et moralement la classe ouvrière, à la fois contre la bourgeoisie renaissante et contre la bureaucratie. C'est avec cette boussole-là que les partisans de Lénine et Trotsky allaient s'orienter durant les luttes à venir.

Deuxième partie

Octobre 1923 – avril 1926
Le combat de l'Opposition de gauche

Chapitre I^er

La « crise des ciseaux » : le risque d'une coupure entre les villes et les campagnes

Depuis 1917, les forces des révolutionnaires avaient principalement été dirigées contre l'agression impérialiste et ses relais intérieurs, pour que la Russie soviétique tienne jusqu'à l'extension de la révolution mondiale. Avec le recul (qu'ils espéraient temporaire) de cette perspective, il s'agissait désormais de mener un combat contre un danger non moins grave, mais menaçant cette fois l'État ouvrier de l'intérieur.

Au XII^e congrès, Trotsky démontra qu'il existait un écart dangereux, car grandissant, entre les prix de l'industrie et ceux de l'agriculture. Il comparait leurs courbes divergentes aux deux lames d'une paire de ciseaux ouverte (d'où le nom de « crise des ciseaux »). « *Si l'industrie continue à être en retard, disait-il, les ciseaux s'ouvrant toujours davantage, la rupture entre les villes et les campagnes deviendra inévitable.* » L'industrie était insuffisamment développée pour proposer aux paysans des marchandises utiles et à un prix abordable en échange des produits agricoles. Seule une petite partie de la paysannerie – la plus riche, les koulaks – s'enrichissait, grâce au marché libre, gagnant ainsi du poids social et politique dans les campagnes. En 1917 et durant la guerre civile, le prolétariat avait triomphé en sachant entraîner, à sa suite et sur

son terrain, des millions de paysans pauvres et même, bien qu'avec difficulté comme le relate le *Don paisible* de Cholokhov, certains secteurs de la paysannerie moyenne. Cinq-six ans plus tard, la situation s'inversait : c'étaient les éléments bourgeois de la campagne qui se trouvaient en situation d'entraîner dans leur orbite tout le monde paysan, alors que la force d'attraction du prolétariat des villes se trouvait pratiquement réduite à néant.

À la ville et à la campagne, le développement de la bourgeoisie renforçait les tendances bureaucratiques de l'appareil étatique. Car des liens personnels (d'affaires, de clientélisme, de corruption) et finalement politiques se créaient partout entre bureaucrates et profiteurs de la NEP, les nepmen.

Trotsky proposa d'infléchir le cours de la NEP. Il devenait urgent, disait-il, de régénérer et renforcer la classe ouvrière, physiquement, socialement et politiquement, en développant la grande industrie sous le contrôle de l'État. Cela permettrait de réanimer, renforcer l'alliance entre les ouvriers et les paysans pauvres par des échanges plus équilibrés. Minant de l'intérieur la société soviétique, la montée de la bourgeoisie urbaine et rurale ouvrait la voie à la contre-révolution. De la classe ouvrière ou de la bourgeoisie issue de la NEP, qui l'emporterait en influence sur les campagnes : tel était l'enjeu. Autour de cette remise en question de la NEP, des divergences importantes allaient se cristalliser, constituant la base des différentes tendances politiques du parti pour les années à venir.

À l'opposé de la politique défendue par Trotsky, d'autres membres de la direction du parti, Nikolaï Boukharine, Mikhaïl Tomsky et Alexeï Rykov, proposaient d'approfondir encore la NEP, quitte à permettre l'enrichissement des koulaks, car l'État ouvrier, disaient-ils, ne pouvait se passer d'eux. En 1925, cette politique aboutit à un slogan resté fameux, lancé par Boukharine : *« Aux paysans, à*

tous les paysans, nous devons dire : Enrichissez-vous, développez vos fermes et ne craignez pas que la contrainte s'exerce sur vous. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, nous devons développer la ferme aisée pour aider les paysans pauvres et moyens. » Ne voyant que les succès de la NEP, Boukharine et ses camarades en niaient les dangers : à savoir que les koulaks finiraient par se retourner contre le régime soviétique. Trotsky estimait que la tendance de Boukharine, reflet dans le parti du poids social grandissant des koulaks et des nepmen, subissait inconsciemment leur pression sociale et conduisait à l'affaiblissement de la classe ouvrière.

Les partisans de la politique défendue par Trotsky, favorables à une industrialisation accélérée, furent bientôt qualifiés de gauche du parti, et ceux de la politique de Boukharine de droite du parti. Par rapport à ces deux pôles – l'un s'appuyant sur la classe ouvrière, l'autre sur les nepmen et les koulaks – la direction, avec Zinoviev, Kamenev et, de plus en plus, Staline, se faisant le porte-voix de la bureaucratie au sommet du parti, formait le centre. La bureaucratie s'élevait au dessus de la classe ouvrière, mais elle ne s'identifiait pas à la bourgeoisie même si une certaine connivence les liait. Elle agissait pour son propre compte, en tant qu'appareil détenteur du pouvoir. S'orientant tantôt à gauche, tantôt à droite, selon les intérêts de la bureaucratie, le centrisme dans le PC(b), expliquait Trotsky plus tard, n'avait pas de principes. Il n'avait pas de ligne propre, strictement déterminée : son seul objectif était de défendre la situation privilégiée de la bureaucratie en renforçant son propre pouvoir et en écartant tous ceux qui se dressaient face à lui.

Par son autorité et la politique qu'il défendait dans le droit fil de Lénine, Trotsky fut d'emblée l'adversaire à abattre pour la bureaucratie. De 1923 à 1926, Staline, Zinoviev, Kamenev s'appuyèrent sur la droite, adoptant le cours boukharinien en faveur des nepmen et

des koulaks : il fallait donner tort à Trotsky. Aux côtés de Staline, Alexandre Zinoviev et Léon Kamenev, deux dirigeants qui avaient été de proches collaborateurs de Lénine avant 1917, firent ainsi le jeu de la bureaucratie en renforçant son influence. Alors qu'allait se poser la question de la disparition de Lénine, l'un et l'autre avaient pour principale préoccupation de ne pas être dans l'ombre de Trotsky, qu'ils voulaient écarter.

Chapitre II

Naissance de l'Opposition de gauche : la déclaration des Quarante-six (octobre 1923) et la bataille pour le « cours nouveau » dans le parti

À l'automne 1923, il devint clair que Lénine ne se rétablirait pas. Alors qu'en Allemagne, une nouvelle fois, une situation mûrissait qui semblait annoncer une prochaine victoire de la révolution, perspective ranimant bien des énergies dans la classe ouvrière en URSS, un certain nombre de vieux-bolcheviks, convaincus que la bureaucratie était en train de conduire l'État ouvrier vers une catastrophe, engagèrent le combat aux côtés de Trotsky.

Le 8 octobre, Trotsky avait adressé une lettre au comité central, menaçant de la diffuser plus largement, si l'on n'adoptait pas des changements radicaux dans le fonctionnement interne du parti. Il écrivait : « *La bureaucratisation de l'appareil du parti s'est développée dans des proportions inouïes au moyen de méthodes de sélection par le secrétariat. On a ainsi créé une très large couche de permanents qui, en entrant dans l'appareil de direction du parti, renoncent complètement à leurs opinions politiques personnelles ou, du moins, à leur expression ouverte, comme s'ils pensaient que la hiérarchie des secrétaires constitue l'appareil qui crée l'opinion du parti et façonne les décisions.* »

Le 15 octobre, quarante-six vieux-bolcheviks parmi les plus connus adressèrent à leur tour une déclaration à la direction du parti. Nombre d'entre eux allaient jouer un rôle majeur dans l'Opposition : Préobrajensky, Piatakov, I. Smirnov, Eltsine, Serebriakov, Mouralov, Sosnovsky, ainsi que les décistes Sapronov, V. Smirnov, Ossinsky, Kossior. Le texte des Quarante-six affirmait : *« Le régime qui a été mis en vigueur dans le parti est absolument intolérable ; il tue toute initiative, soumet le parti à un appareil de fonctionnaires appointés qui fonctionne indéniablement en période normale, mais fait inévitablement long feu en période de crise et menace d'aller à une banqueroute totale en face des événements sérieux qui se préparent. »*

Malgré les tentatives de la direction pour dissimuler ces documents, ceux-ci circulèrent rapidement de main en main. Une discussion s'engagea alors dans la presse du parti, en novembre et décembre 1923. Staline se dressant pour la première fois publiquement contre Trotsky tenta d'étouffer le débat, affirmant *« nécessaire de mettre des limites à la discussion, d'empêcher le parti, qui est une unité combattante du prolétariat, de dégénérer en club de discussion »*. Il rappela que les fractions étaient interdites depuis avril 1921, alors que lui-même en avait constitué une, en secret, à la direction avec Zinoviev et Kamenev et, surtout, dans les rouages de l'administration du parti. Renversant les rôles, Staline accusa Trotsky d'être « *le patriarche des bureaucrates* » et de nourrir des ambitions personnelles cachées.

Trotsky réclamait la mise en œuvre d'un « cours nouveau », à savoir le retour à un fonctionnement interne plus démocratique du parti qui renforce le poids des ouvriers et de la jeunesse par rapport aux fonctionnaires et leur donne davantage la parole, afin qu'ils pèsent sur les orientations politiques du parti. Il s'agissait de

continuer à former des révolutionnaires, liés à la classe ouvrière, et pas des bureaucrates serviles. Sur cette question, personne ne prit ouvertement position contre Trotsky et les Quarante-six. Au contraire, il se créa une unanimité de façade, tous les représentants du parti rompant des lances contre le bureaucratisme.

Trop nombreux étaient encore les militants qui avaient connu les véritables traditions du bolchevisme du temps de Lénine. Zinoviev lui-même, le plus en vue des vieux-bolcheviks, déclara : « *Le malheur est que la plupart des questions essentielles sont réglées d'avance, du haut vers le bas.* » Boukharine, principal représentant de la droite, déplora que les élections soient devenues de simples formalités : « *Non seulement les votes se font sans aucune discussion préalable, mais sur la seule question :* "Qui est contre ?" *Comme on se met dans un mauvais cas en se prononçant "contre" les autorités, il n'est pas difficile d'en prévoir l'issue habituelle. (...) La même chose se produit, à d'infimes nuances près, à tous les degrés de la hiérarchie du parti.* » Les signataires de la déclaration du 15 octobre semblaient avoir gain de cause. Le 5 décembre, le politburo vota une résolution sur la nécessité de démocratiser la vie du parti et, le 28 décembre, le texte de Trotsky intitulé *Cours nouveau* fut imprimé dans la *Pravda* et adopté par le comité central.

Entre temps, la révolution allemande, laissée sans véritable direction révolutionnaire par la faute de Moscou, se soldait par un nouvel échec. La direction de l'Internationale, qui en portait la responsabilité, rejeta sa faute sur le parti communiste allemand : une pratique que, pour couvrir ses erreurs et ses échecs, Staline allait systématiser au long de sa future dictature.

En octobre 1923, les mineurs du Donbass avaient interrompu une grève pour améliorer leurs salaires et conditions de vie misérables en déclarant avec espoir : « *Il est impossible de trahir la*

révolution allemande. » *A contrario*, ce nouvel échec de la révolution ne pouvait que les décourager. Après ce coup porté au moral des travailleurs soviétiques par le fiasco de l'Octobre allemand, les bureaucrates respiraient mieux. Leurs chefs de file politique, Staline en tête, pouvaient bien signer n'importe quelle résolution, fût-elle inspirée par Trotsky : aucun document ne suffirait à changer la situation dans le parti. Trotsky en avait parfaitement conscience : « *Avant la publication de la décision du comité central sur le "cours nouveau", le simple fait de signaler la nécessité d'une modification du régime intérieur du parti était considéré par les fonctionnaires préposés à l'appareil comme une hérésie, une manifestation de l'esprit de scission, une atteinte à la discipline. Et maintenant les bureaucrates sont prêts formellement à "prendre acte" du "cours nouveau", c'est-à-dire en pratique à l'enterrer.* »

Pour faire contrepoids à l'appareil, Trotsky essayait de mobiliser la base du parti : « *Avant tout, il faut écarter des postes dirigeants ceux qui, au premier mot de protestation ou d'objection, brandissent contre les critiques les foudres des sanctions. Le "cours nouveau" doit avoir pour premier résultat de faire sentir à tous que personne désormais n'osera plus terroriser le parti.* »

Mais la bureaucratie combattait déjà « *avec une extraordinaire férocité* ». L'appareil du parti ne prenait pas la peine de répondre sur le terrain de la discussion mais par des manœuvres destinées à isoler ses adversaires. Trotsky écrivait : « *Les hommes de l'appareil allaient d'usine en usine ; les commissions de contrôle, qui avaient été créées dans le but même de combattre cette usurpation de pouvoir de l'appareil devinrent de simples rouages de la machine. Aux réunions du parti, des hommes de confiance de ces commissions prenaient le nom de tout orateur suspect de sympathie pour l'Opposition, puis se livraient à des recherches minutieuses sur son passé. Toujours, ou*

presque toujours, il n'était pas trop difficile de trouver quelque faute ou simplement une origine sociale défavorable pour justifier une accusation de violation de la discipline du parti, ou pour la provoquer. Il était alors possible d'expulser, de transférer, de réduire au silence, même de conclure un marché avec le sympathisant de l'Opposition.»

Chapitre III

Tous unis contre Trotsky !

Zinoviev et Kamenev nourrissaient des rancœurs personnelles contre Trotsky qui, maintes fois opposé à Lénine de 1903 à 1914, avait tenu à ses côtés, pendant la révolution et la guerre civile, un rôle bien plus important que tous ses anciens compagnons. Dirigeant de premier plan, il avait dès lors été au coude à coude avec Lénine, en particulier aux moments critiques. Lors de la discussion pour décider de l'insurrection d'Octobre, Zinoviev et Kamenev s'étaient opposés à la prise du pouvoir et à Lénine, presqu'au point de rompre avec le parti, alors que Trotsky pesait de tout son poids dans le même sens que Lénine. Ce dernier avait écrit dans son testament que ces errements de Zinoviev et Kamenev ne devaient rien au hasard ; il connaissait leur manque de détermination dans les moments décisifs. Lénine disparu, Zinoviev et Kamenev, qui auraient voulu voir oubliées leurs erreurs passées, se sentaient offusqués par le prestige de Trotsky dans la classe ouvrière, l'Armée rouge, le parti et l'Internationale.

En revanche, ils n'avaient pas pris la mesure réelle du danger bureaucratique, ni des risques que la politique de la droite faisait courir à l'État ouvrier. Alliés à Staline, ils ne le craignaient pas, voyant en lui une personnalité sans relief, incapable de s'imposer à la tête du parti. Mais ils pensaient qu'il pouvait leur être utile afin de préserver l'apparence d'une direction collégiale dans laquelle ils

occupaient – pour l'heure – le premier plan. C'est donc Zinoviev qui prit l'initiative de la lutte contre Trotsky. Staline ne s'avançant jusque-là que très prudemment, hésitait en 1923, mais Zinoviev le poussa en avant. Il proposa aux autres membres du bureau politique de se réunir secrètement sans Trotsky, « *peut-être chez Staline ?* » Il affirma que Trotsky et les bolcheviks favorables au *cours nouveau* se préparaient à constituer une fraction contre la direction du parti à laquelle il convenait d'opposer « *une vraie fraction archi-soudée* ».

Trotsky qualifia de troïka (du nom des charrettes russes tirées par trois chevaux – en l'occurrence Zinoviev, Kamenev, Staline), ou de triumvirat, le groupe dirigeant qui orchestrait la lutte contre lui. Quand il réclama le *cours nouveau* dans le parti, la *troïka* lança une campagne de calomnies contre lui. Elle ressuscita, simplifia et déforma ses désaccords passés avec Lénine, parlant, au sujet de ceux qui étaient entrés au parti comme lui en 1917, de « *mencheviks n'ayant pu se débarrasser de leurs habitudes opportunistes* ». Staline s'en prit aussi à la théorie de la révolution permanente de Trotsky, pourtant largement confirmée par la victoire d'Octobre. Le contenu politique de cette attaque se réduisait, selon Trotsky, au fait « *que nous n'avions pas à nous intéresser à la révolution internationale, mais à notre sécurité, afin de développer notre économie* ». C'est de cette lutte contre Trotsky, personnifiant une révolution mondiale que la bureaucratie abhorrait, qu'allait surgir la pseudo-théorie stalinienne du socialisme dans un seul pays. Staline dénigra enfin le programme avancé par l'Opposition contre la politique de la droite, ce qu'il dénonçait comme ses rêves de « superindustrialisation ».

En tant qu'inspirateur de la politique de droite, Boukharine emboîta le pas à la troïka. Rédacteur en chef de la *Pravda*, il bloqua une lettre de Trotsky répondant aux calomnies de Staline. Face à la pression des oppositionnels, il dut néanmoins la publier. « *Hors du parti,*

écrivait Trotsky, *l'obéissance qui fait emboiter le pas mécaniquement après les chefs ; hors du parti l'impersonnalité, la servilité, le carriérisme ! Le bolchevik n'est pas seulement un homme discipliné : c'est un homme qui, dans chaque cas et sur chaque question, se forge une opinion ferme et la défend courageusement, non seulement contre ses ennemis, mais au sein de son propre parti.* »

La majorité du politburo était fermement décidée à étouffer l'Opposition. Staline, qui avait le plus à gagner à ce bloc anti-Trotsky, laissait le devant de la scène à Zinoviev, Kamenev, Boukharine, disait Trotsky, « *parce qu'ils étaient infiniment mieux équipés que lui pour mener une polémique publique contre l'Opposition, mais aussi parce qu'il ne voulait pas brûler tous les ponts derrière lui.* »

Chapitre IV

La lettre de Maghidov à Staline

La bataille engagée dans la presse du parti eut un grand retentissement. Les critiques et propositions de Trotsky rencontraient un écho favorable et se frayaient un chemin parmi les militants. Beaucoup, surtout parmi les plus anciens, sentaient que quelque chose n'allait plus dans le fonctionnement du parti. Ils s'inquiétaient de la montée en puissance des nepmen, des koulaks et de la bureaucratie dans le pays.

En témoigne cette lettre adressée le 10 novembre 1923 à Staline par le secrétaire du comité du parti de la province de Poltava (Ukraine), B. Maghidov, alors âgé de 37 ans. Dans son courrier, il se plaignait de n'avoir pas reçu les adresses de Trotsky et des Quarante-six au comité central dont, disait-il, « *tout le monde discute* », notamment des « *responsables d'organisations soviétiques et économiques qui vont à Moscou et posent des questions à leur retour* ». Sur l'atmosphère liée au manque de démocratie interne, il écrivait : « *La vieille garde est très abattue. Il n'y a pas de vie du parti vivante, la pensée du parti stagne.* » Et plus loin, il évoquait encore ses « *craintes pour l'unité du parti après Illitch* ».

La lettre mettait en cause des comportements bureaucratiques que Maghidov souhaitait voir disparaître, comme le fait qu'un individu, parce qu'il avait une autorité liée à sa fonction ou à sa position hiérarchique dans l'appareil, se permette d'annuler la décision d'un

organisme élu. Ou encore que le commissariat aux Finances envoie à ses cadres « *des montres en or à titre de primes* », alors qu'un cadeau « *acceptable* » aurait été « *un bon livre* ». Il protestait contre la non-application de toutes les résolutions et circulaires prises précédemment contre les abus.

La politique économique de la droite l'inquiétait, même s'il ne la qualifiait pas comme telle. Ainsi, expliquait-il, il n'y a pas d'argent pour payer les ouvriers dans la région industrielle du Donbass, et pourtant, quand ils font grève, l'argent apparaît comme par miracle. À côté de cela, les très fertiles campagnes de la région de Poltava prospèrent. Comment expliquer aux ouvriers qu'ils doivent lutter pour obtenir leur dû tandis que les paysans cossus sont choyés par le régime ?

La lettre de Maghidov prouve combien les militants dévoués à la classe ouvrière, surtout loin de la capitale, peinaient à se faire un avis éclairé sur le sens du combat de l'Opposition de gauche. Quel paradoxe qu'il se soit adressé précisément à l'un des principaux représentants de la bureaucratie au sommet de l'État ! Inquiet de voir le parti se diviser, il espérait que Staline lui enverrait les documents dont on discutait à Moscou, plutôt que de laisser circuler ce qu'il imaginait être des « *ragots* ». Il lui demandait même de « *faire venir des camarades de confiance* ». On imagine le genre de gens que Staline envoya, s'il le fit. Tel ce courrier, les nombreux échos de l'état d'esprit dans le parti qui devaient parvenir à Staline ne pouvaient que le convaincre de frapper sans attendre.

Chapitre V

Le succès relatif de l'Opposition de gauche

La XIII^e^ conférence nationale du PC(b) (réunissant des délégués de tout le parti) devait s'ouvrir le 16 janvier 1924. Les partisans du cours nouveau voulurent faire connaître largement leurs positions à cette occasion et les soumettre au vote des militants. Ils intervinrent donc le plus possible dans les réunions de préparation de la conférence, y compris auprès des membres de la Jeunesse communiste, le komsomol.

Les oppositionnels n'avaient pas de représentants dans toutes les villes pour y défendre leur politique, mais ils rencontrèrent un grand succès à Moscou. Les résolutions de l'Opposition y recueillirent la majorité des voix dans 40 cellules du parti, soit 6 954 membres, contre 32 cellules pour la direction, représentant 2 790 membres seulement. La jeunesse communiste et une partie considérable de militants du rang étaient avec l'Opposition. Dans une réunion à l'Institut des professeurs rouges (où l'on formait les futurs enseignants, cadres et experts indispensables au développement du pays), Kamenev prit la parole au nom de la direction, Radek en tant que représentant de l'Opposition. La résolution soumise par l'Opposition obtint 83 voix contre 47, et une autre résolution, par 90 voix contre 40, condamna les articles de Staline parus dans la *Pravda*. De cet institut sortiraient de futurs cadres de l'Opposition.

Parmi le komsomol moscovite, l'Opposition gagna rapidement une forte influence, si bien que, dès décembre 1923, le secrétariat releva de leurs fonctions quinze membres de son comité central et les envoya « en mission » loin de Moscou pour se débarrasser d'eux. Même s'ils ne votaient pas à la conférence du parti, les komsomols firent savoir dans plusieurs villes qu'ils soutenaient le cours nouveau.

À l'échelle du pays, et alors qu'elle n'était pas partout présente, l'Opposition obtint environ un tiers des voix. Un résultat remarquable quand on sait que la fraction dirigeante avait manipulé les votes et leurs résultats. L'Opposition recueillit la majorité dans les cellules de l'Armée rouge, et près de 30 % dans les cellules ouvrières. Quelques exemples : à la grande usine Chrader de Moscou, la motion de l'Opposition a été adoptée (avant que des manœuvres d'appareil n'annulent ce vote). À une conférence du parti du quartier de Moscou où se trouve l'usine Serp i Molot (Faucille et Marteau), l'Opposition a obtenu 90 voix contre 121 à la direction, malgré les méthodes musclées de l'appareil pour « tenir » les réunions. Dans cette même usine, un partisan de la direction rapporte : *« 23 sur 60* [membres du parti] *ont voté pour les trotskystes, ce qui est beaucoup pour une cellule d'ouvriers. »*

Se sentant menacée, la direction n'attendit pas que s'ouvre la conférence pour réagir, bien décidée qu'elle était à empêcher l'Opposition d'y faire élire ses représentants. Le secrétariat déplaça les oppositionnels déclarés par centaines, les envoyant parfois à des milliers de kilomètres de leur ville d'origine. La menace fit reculer les hésitants et les sympathisants les moins déterminés. En fin de compte, on dissuada les militants d'envoyer des membres de l'Opposition à la conférence. Pour compléter la manœuvre, on truqua les résultats des élections. Ainsi, malgré le tiers des votes en faveur

de ses textes, l'Opposition n'eut que trois délégués pour la représenter. Trotsky, malade, ne put assister à la conférence.

Lors de celle-ci, Préobrajensky et Piatakov, deux vieux-bolcheviks reconnus pour leur passé révolutionnaire et leurs compétences dans le domaine de l'économie, attaquèrent la politique de la direction au nom de l'Opposition, en insistant sur les dangers liés à la croissance du capital privé et la nécessité urgente de développer l'industrie au moyen de plans quinquennaux. On leur laissa la parole. Boukharine défendit la poursuite de la NEP ; quant à Staline, il attaqua Trotsky en son absence, l'accusant de former sa propre fraction. La résolution finale, adoptée à la quasi-unanimité, blâma l'Opposition de gauche pour avoir *« lancé le mot d'ordre de destruction du parti »*. Rien de moins.

Chapitre VI

Mainmise des bureaucrates sur le parti : l'Opposition bâillonnée

Lénine mourut le 21 janvier 1924. Staline mit en scène ses funérailles : Trotsky, qui se soignait dans le sud, ne put y assister, le secrétariat lui ayant volontairement communiqué une date erronée pour les obsèques ; Staline fit aussi embaumer le corps de Lénine pour l'exposer dans un mausolée sur la Place rouge, inaugurant aussitôt le culte du dirigeant défunt, à l'encontre de ses volontés et de celles de sa veuve, Nadejda Kroupskaïa, qui protesta en vain. Plus tard, cela permettrait à Staline, qui se prétendait l'héritier de Lénine, d'instaurer son propre culte, lui, de son vivant. En attendant, cela servit à présenter toute critique de la direction comme attaquant le « léninisme », un terme qui fit son apparition dans les discours et la presse officiels.

Dans une opération baptisée promotion « *appel de Lénine* », Staline ouvrit, avec l'accord du politburo, les portes du parti à plus de 200 000 nouveaux adhérents en quelques mois. À la fin de la guerre civile, le parti avait déjà perdu la majorité des militants d'avant 1917 – ils étaient tombés au front, avaient succombé aux privations, aux coups des Blancs dans les régions que ceux-ci occupaient. Avec sa « promotion Lénine », Staline se donnait les moyens de noyer ce qui restait d'éléments authentiquement bolcheviques dans le parti sous une masse de nouveaux venus qui y arrivaient après l'heure

du danger. Il attira ainsi toutes sortes d'opportunistes, d'arrivistes, y compris d'anciens adversaires de la révolution, mencheviks et SR qui, pour faire oublier cela, allaient se montrer d'autant plus serviles envers la direction. Celle-ci fit surtout entrer dans les rangs du parti beaucoup de gens sans bagage politique, sans convictions ni engagement militant. Staline disposait avec eux d'une masse de manœuvre docile et accrue contre l'Opposition. Trotsky expliquait : « *Cette extrême réduction du noyau révolutionnaire du parti était une nécessité préalable pour les victoires de l'appareil sur le "trotskysme".* »

Peu après la mort de Lénine, Kroupskaïa remit son testament politique au comité central, en vue de sa publication. Mais Zinoviev affirma que Lénine s'était mépris sur le compte de Staline, et le comité central s'opposa à la publication du texte. L'Opposition dut l'éditer elle-même pour qu'il circule malgré tout parmi les militants. O. Dogard, un typographe oppositionnel alors âgé de 16 ans, membre du komsomol depuis deux ans, raconte comment il aida à faire connaître ce texte, aussi appelé la *Lettre au Congrès* : « *Je travaillais alors sur une "américaine", une petite machine d'impression. J'en ai personnellement imprimé 2 000 exemplaires. Après, d'autres en ont imprimé aussi. (...) C'est notre instructeur du parti, Melnikov* [qui nous les avait transmis]. *Il nous a donné des exemplaires de la* Lettre au congrès*, nous les avons reproduits, puis nous les lui avons remis. (...) Ils étaient largement diffusés.* » Face aux blocages de la direction et de l'appareil, l'Opposition devait en revenir aux vieilles méthodes de l'illégalité non seulement pour s'exprimer, mais même pour porter à la connaissance du parti les dernières recommandations de Lénine.

Chapitre VII

Les principaux oppositionnels éloignés de Moscou

La direction cherchait le moyen d'écarter les oppositionnels les plus en vue. Dès le 27 décembre 1923, Antonov-Ovseenko, chef de la direction politique de l'Armée rouge, fut relevé de son poste après avoir mis en garde le politburo contre les attaques personnelles lancées en haut lieu contre Trotsky : elles provoquaient le plus souvent des réactions hostiles de la part des soldats et un soutien affirmé à Trotsky, avertissait-il. Son tort principal aux yeux de la direction était d'avoir signé la déclaration des Quarante-six quelques jours plus tôt. Officier de carrière alors âgé de 40 ans, révolutionnaire depuis 1904, ayant connu le bagne puis l'exil, Antonov-Ovseenko, proche de Trotsky avant guerre, avait adhéré au parti bolchevique en mai 1917. Lors d'Octobre, il avait dirigé la prise du Palais d'hiver et arrêté le gouvernement de Kerensky. Premier oppositionnel à être démis de ses fonctions, on l'envoya comme ambassadeur en Tchécoslovaquie, puis en Lituanie. Il allait lutter avec l'Opposition de gauche jusqu'en 1928, avant de capituler et de se rallier définitivement à Staline, qui le fit néanmoins fusiller en 1939.

Expédier des oppositionnels à l'étranger comme diplomates devint une pratique fréquente. L'URSS n'était pas reconnue par les pays impérialistes, les diplomates soviétiques avaient une responsabilité importante. Les révolutionnaires-diplomates continuaient

d'une autre façon à défendre les intérêts de la révolution mondiale et, se trouvant en contact avec les jeunes partis communistes, ils contribuaient à les former. Ils tenaient donc un rôle essentiel mais, en même temps, ils se trouvaient éloignés de Moscou et du pouvoir central.

Le plus important de ces diplomates-révolutionnaires fut Christian Rakovsky. D'origine balkanique, ayant participé avant-guerre à la direction des partis socialistes bulgare et roumain, représentant des socialistes bulgares à la direction de la IIe Internationale, il avait milité dans plusieurs pays, dont la France et la Russie. Il avait connu les arrestations, la déportation et l'exil à plusieurs reprises. Au lendemain de l'insurrection d'Octobre, il s'était rendu en Ukraine où il avait pris part à la révolution, devenant le premier président du conseil des commissaires du peuple de la République soviétique d'Ukraine. La guerre civile y fut acharnée et il y gagna une immense popularité. Nommé ambassadeur à Londres en juillet 1923, il négocia des traités importants, puis en 1924 on l'envoya à Paris, où il allait rester jusqu'en octobre 1927. Sa proximité personnelle et politique avec Trotsky était de notoriété publique. Après que Staline eut expulsé Trotsky hors d'URSS en 1928, il devint le principal dirigeant de l'Opposition de gauche à l'intérieur du pays.

On envoya aussi Adolf Ioffé comme ambassadeur en Chine et au Japon ; Nikolaï Krestinsky comme ambassadeur en Allemagne ; Leonid Krassine à la tête de la délégation commerciale soviétique à Paris ; Leonid Serebriakov comme ministre plénipotentiaire à Vienne en 1924... Tous étaient liés à Trotsky et à l'Opposition. D'autres signataires de la déclaration des Quarante-six furent déplacés à l'intérieur de l'immense territoire soviétique, tel ce bolchevik qui allait devenir un pilier de l'Opposition, Nikolaï Mouralov :

démis du commandement militaire de Moscou en mai 1924, on l'envoya diriger la région militaire du Nord-Caucase.

Né en 1877, Mouralov était agronome. Toute sa vie témoignait de son engagement révolutionnaire. Il avait adhéré au POSDR en 1903, avait lutté les armes à la main contre les pogroms en 1905 dans la région du Don, avant de participer au soulèvement de décembre 1905 à Moscou. En 1917, il avait organisé une section de soldats du soviet de Moscou et était entré au comité militaire révolutionnaire chargé d'organiser l'insurrection d'Octobre. Après avoir commandé des troupes de la région militaire de Moscou pendant la guerre civile, puis une armée sur le front de l'Est, il était entré au commissariat du peuple à l'Agriculture. Jusqu'à la fin de sa vie, il allait mettre ses compétences au service du développement des exploitations agricoles, tout en menant le combat contre la bureaucratie. Pendant la révolution, Trotsky s'était lié avec lui, selon ses mots, « *d'une indissoluble amitié combattante et politique* ».

Les mesures prises à l'encontre des oppositionnels eurent pour la première fois une conséquence tragique : en septembre 1924, un ancien secrétaire de Trotsky durant la guerre civile, Mikhaïl Glazman, injustement exclu du parti par la commission de contrôle de Moscou, se suicida. Du temps de Lénine, on avait mis en place de telles commissions pour lutter contre les abus de pouvoir, mais la bureaucratie, qui les avait retournées à son avantage, s'en servait désormais pour écarter tel ou tel militant jugé gênant. L'injustice ayant tué Glazman ne devait rien au hasard, comme le dénonça Trotsky.

Chapitre VIII

Les *Leçons d'Octobre* de Trotsky, l'invention du « trotskysme » par ses adversaires

À la mort de Lénine, la troïka Zinoviev-Kamenev-Staline avait publié une lettre de 1913 où Trotsky critiquait Lénine. Le but de cette publication était évidemment de discréditer Trotsky aux yeux des masses. Le parti se composant aux trois quarts de nouveaux venus, la disparition de Lénine offrait un vaste champ de manœuvre aux bureaucrates. « *En premier lieu,* expliquait Trotsky, *Lénine ne pouvait plus se relever pour donner à ces messieurs les noms qu'ils méritaient ; en second lieu, les masses populaires étaient toutes pleines de l'affliction que leur avait causée la mort du chef. N'ayant aucune notion du passé du parti, les masses lurent les déclarations hostiles de Trotsky à l'égard de Lénine. Elles en furent abasourdies. Il est vrai que cela datait de douze ans, mais la chronologie n'était plus rien devant des citations détachées de leur contexte.* »

En octobre 1924, pour le septième anniversaire de la prise du pouvoir et un an après l'échec de l'insurrection allemande d'octobre 1923, Trotsky fit paraître un ouvrage intitulé les *Leçons d'Octobre*. Il y rappelait les désaccords que Zinoviev et Kamenev avaient eus avec Lénine à deux moments cruciaux pour la révolution : en avril 1917, quand Lénine avait exigé que le parti bolchevique n'apporte aucun soutien au gouvernement provisoire, et au

moment d'organiser l'insurrection d'Octobre, à laquelle Zinoviev et Kamenev s'opposaient. Ils n'avaient aucun titre à se prévaloir d'un quelconque « léninisme ». De plus, ajoutait Trotsky, en 1923 en Allemagne, ce qui avait empêché une situation éminemment favorable de se transformer en insurrection victorieuse, c'était l'absence d'un parti ayant une direction à la hauteur pour corriger les erreurs de la politique dictée par l'Internationale... Or le président de l'Internationale n'était autre que Zinoviev. Les *Leçons d'Octobre* n'épargnaient pas les prétendus héritiers de Lénine.

Staline, Zinoviev, Kamenev, mais aussi la droite avec Rykov, déclenchèrent alors une campagne virulente contre Trotsky, accusé de trahir la pensée de Lénine. Devant l'impossibilité d'étayer ce mensonge avec des désaccords de fond qui l'auraient opposé à Lénine en 1917 et pendant la guerre civile, on fit ressurgir les vieilles polémiques du temps où Trotksy n'était pas encore bolchevique. La presse du parti en couvrit ses colonnes pendant des semaines. Fustigé dans tous les discours, taxé de menchevisme, on présenta le « trotskysme » comme un courant qui aurait été partout et toujours en désaccord avec le bolchevisme. Ceux qui avaient connu la révolution et combattu dans l'Armée rouge ne pouvaient pas se laisser abuser facilement par un pareil travestissement de la réalité. Dogard, le jeune typographe déjà cité, en témoigne : « *La discussion sur les* Leçons d'Octobre *était brûlante et l'information nous parvenait de première main. En tant qu'ouvriers typographes, nous avions des lettres et nos instructeurs étaient assez au courant, surtout ces komsomols de 20-22 ans qui, étant plus âgés que nous, bien sûr, avaient pris part à la guerre civile.* »

Boukharine, dans une lettre interne adressée « *aux membres du CC adversaires du trotskysme* », jugea qu'on pouvait alors diviser le parti en trois groupes. D'abord les « *bolcheviks éthiques* » qui ne

pouvaient supporter les calomnies contre Trotsky et qui, selon lui, sous-estimaient *« l'orientation néfaste de son talent »*. Ensuite une couche de militants qui, tout en étant derrière le comité central, respectaient Trotsky et appréciaient les services qu'il avait rendus à la révolution : « *Ils l'applaudiront, tout en votant contre lui.* » Enfin, la grande masse des membres du parti, qui ne comprenaient pas une discussion que, pour eux, rien ne justifiait ; un pourcentage important de la « promotion Lénine » faisait partie de ce groupe, précisait Boukharine. Lui, dont la politique était aux antipodes de celle de Trotsky, déplorait en un aveu : « *Engels a dit un jour avec mépris que les socialistes français, quand ils avaient un problème à résoudre, se plaçaient non du point de vue de sa logique interne, mais d'un point de vue de fraction. Nous n'en sommes pas loin. Il nous arrive sans arrêt de résoudre les problèmes selon le principe : "Surtout que cela n'aide pas Trotsky."* »

Le 17 janvier 1925, une résolution du comité central promit *« de dévoiler le caractère antibolchevique du trotskysme »* et *« d'introduire dans les programmes de l'enseignement politique l'explication de son caractère petit-bourgeois. »* Ainsi le « trotskysme » devenait-il une caractérisation de l'Opposition de gauche, non de son propre fait, mais par la volonté de la bureaucratie de la stigmatiser. Les oppositionnels répondirent en choisissant le nom de bolcheviks-léninistes dans leurs publications et leurs discours, revendiquant ainsi la continuité avec la politique et les traditions révolutionnaires du parti du temps de Lénine. Se défendant de vouloir créer une fraction, ils affirmaient leur volonté de préserver le PC(b) et l'Internationale d'une dégénérescence dont on voyait les effets en URSS, avec les conséquences que l'on sait en Allemagne en 1923. Se considérant comme le noyau révolutionnaire prolétarien du parti, mais empêchés de s'exprimer dans ses rangs, ils reprirent le chemin de

la lutte clandestine pour pouvoir s'adresser et aux communistes et à l'ensemble de la classe ouvrière.

Chapitre IX

L'organisation de l'Opposition de gauche à Moscou

Les informations dont on dispose sur l'organisation clandestine de l'Opposition de gauche à partir de 1924 sont, par la force des choses, très partielles. Elles émanent des très rares oppositionnels qui, ayant survécu à la répression stalinienne, ont pu laisser un témoignage, mais bien plus souvent des archives de leurs persécuteurs et bourreaux : les services de renseignement (la police d'État, désormais entre les mains de l'appareil du parti, l'ancienne Tcheka rebaptisée Guépéou, ou GPOu).

C'est sur l'organisation de Moscou que l'on a le plus de renseignements. En 1924-1925, elle avait à sa tête trois principaux dirigeants : Gueorgui Piatakov, Ivan Vratchev et S. Reztsov. Piatakov, né en 1890, était un vieux-bolchevik malgré son jeune âge. Renvoyé du collège en 1905 pour avoir pris part à une « révolte des lycées » à Kiev, il avait été ensuite renvoyé de l'université et assigné à résidence. Il s'était occupé d'une imprimerie clandestine puis, arrêté en 1912 et déporté en Sibérie, avait réussi à s'enfuir à l'étranger. Au moment des négociations de Brest-Litovsk en mars 1918, il avait été partisan de la guerre révolutionnaire contre l'Allemagne. Élu au comité central lors du X^{e} congrès en mars 1921, il devint président du Tribunal suprême, puis vice-président du conseil économique supérieur de l'URSS. En 1923, il se trouvait en Allemagne avec

Radek pour aider à préparer l'insurrection. Signataire de la déclaration des Quarante-six en octobre 1923, il était avec Préobrajensky un de ceux qui attaquaient résolument la politique économique de la droite. Les deux autres responsables de l'Opposition à Moscou, Vratchev et Reztsov, étaient plus jeunes encore. Vratchev avait été commissaire politique pendant la guerre civile à 24 ans. Reztsov, publiciste, écrivait pour la *Rabotchaïa gazeta*.

L'Opposition réussit à s'implanter dans le bastion ouvrier de la capitale, le quartier de Krasnaïa Presnia. Elle y gagna en particulier beaucoup de militants dans deux des usines les plus importantes : Aviapribor (construction aéronautique) et Riazan-Ouralsk (entreprise des chemins de fer). Dans ces deux usines, les secrétaires de cellule du PC(b) (comptant chacune plusieurs centaines de membres) étaient des mécaniciens, F. Petoukhov et A. Tkatchev, tous deux appartenant à la direction de l'Opposition à Moscou.

L'organisation moscovite du komsomol était également animée par les militants de l'Opposition. On trouvait nombre de bolcheviks-léninistes dans la jeunesse ouvrière, génération marquée par le dynamisme révolutionnaire, dont étaient issus également les élèves de l'Institut des professeurs rouges, les étudiants de l'Académie militaire, de l'École polytechnique, de l'Université des sciences humaines, etc.

Ailleurs, on sait plus difficilement ce qu'il en était exactement. L'Opposition avait sans aucun doute davantage de partisans dans les grandes villes ouvrières où le parti bolchevique était implanté de longue date, où la jeunesse avait participé de près à la révolution, où l'Armée rouge avait du poids... Sauf à Leningrad, car l'influence de Zinoviev y était importante.

Chapitre X

Une organisation sur tout le territoire de l'URSS

L'Opposition de gauche s'étendit rapidement dans les républiques soviétiques, y compris très loin du centre. On trouve sa trace jusqu'en Extrême-Orient, à Vladivostok, à 9 000 kilomètres de la capitale, où un ancien secrétaire de Trotsky, Kraskine, alors âgé de 22 ans, contribua à construire l'organisation clandestine. Il y devint rédacteur en chef-adjoint d'un journal du parti, *Zaria Vostoka*.

Il y avait bien sûr aussi l'Ukraine, aux fortes traditions révolutionnaires, avec ses grands centres ouvriers : Kiev, Kharkov, Donetsk, Odessa, Sébastopol, etc. Déjà avant-guerre, le parti social-démocrate y était bien implanté. Les historiens estiment qu'à Kharkov, deuxième ville d'Ukraine alors peuplée de 400 000 habitants, il y aurait eu en 1927 deux fois plus de bolcheviks-léninistes qu'il n'y avait de bolcheviks dix ans plus tôt, lors de la révolution. Depuis l'étranger, Rakovsky défendait le point de vue de l'Opposition auprès de ses camarades ukrainiens ; Ioffé, Piatakov, Radek, Antonov-Ovseenko, Mouralov, tous originaires d'Ukraine, également. Dans les *Mémoires d'un révolutionnaire*, Victor Serge évoque le nom de plusieurs oppositionnels ukrainiens : Kotzioubinsky, Olga Bosh, Iakovenko, Goloubenko... Ce dernier, par exemple, était un métallo de l'arsenal de Kiev. Né en 1897, bolchevik depuis 1914, responsable régional du parti à Odessa, commandant de division et

commissaire politique pendant la guerre civile, il militait dans les syndicats ukrainiens.

Dès 1924, il y eut beaucoup d'oppositionnels de gauche parmi les communistes géorgiens. Cela n'étonne guère vu leur conflit avec Staline à la fin de la guerre civile : ils avaient eu à affronter parmi les premiers les comportements bureaucratiques au plus haut niveau du parti. L'Opposition pouvait donc compter sur des bolcheviks géorgiens de la première heure, dont le principal dirigeant du parti, Boudou Mdivani, le président du soviet de Tiflis (l'actuelle Tbilissi) pendant la révolution, Vasso Donadze, et bien d'autres : Kote Tsintsadze, responsable de la Tcheka en Géorgie, Gogoberidze, son successeur en 1926, Lodkipanidze, 30 ans en 1925, bolchevik depuis l'âge de 14 ans, les frères Okoudjava, etc.

En Asie centrale, un Turkmène, Toumaïlov, gagné à l'Opposition alors qu'il étudiait à l'Université des peuples d'Orient à Moscou, partit construire l'Opposition de gauche à Tachkent, dans le Turkestan russe, où il devint membre de la direction du parti communiste local.

Il n'est pas possible de reconstituer le tableau complet et vivant de l'Opposition dans l'ensemble de l'URSS. Il est pourtant absolument certain qu'elle eut dès l'origine une base assez large et solide de militants sur laquelle s'appuyer. Elle comptait dès 1924 plusieurs milliers de militants organisés, peut-être plus, et sans aucun doute plusieurs dizaines de milliers de bolcheviks et d'ouvriers autour d'elle qui, sans avoir tous le courage d'engager ouvertement le combat à ses côtés, la soutenaient et espéraient qu'elle l'emporte.

Le noyau révolutionnaire en train de se constituer dans la lutte ne partait donc pas de rien. Il regroupait des militants qui, après avoir affronté la période révolutionnaire et la guerre civile, étaient confrontés comme l'ensemble du parti aux tâches nouvelles de leur

époque : construire les bases du socialisme en URSS, tout en luttant pour l'expansion de la révolution, donc contre la bureaucratie. C'était d'ailleurs le seul moyen de défendre véritablement l'URSS et les intérêts de la classe ouvrière, compromis par une direction ayant troqué la boussole révolutionnaire pour un empirisme dicté par les réflexes d'autoconservation de la bureaucratie.

Chapitre XI

Une direction alternative pour le parti

Au cours de la discussion sur le *Cours nouveau,* Trotsky avait dit : « *Il existe un danger de dégénérescence bureaucratique des cadres du parti. Ce serait du fétichisme que de croire que ces derniers ont en eux, uniquement parce qu'ils ont suivi la meilleure école révolutionnaire du monde, une garantie infaillible contre tout danger de rétrécissement idéologique et de dégénérescence opportuniste. L'histoire se fait par les hommes, mais les hommes ne font pas toujours consciemment l'histoire, y compris la leur. En fin de compte, la question sera résolue par deux grands facteurs d'importance internationale : la marche de la révolution en Europe et la rapidité de notre développement économique.* »

En 1924-1925, la vague révolutionnaire en Europe avait reflué et le capitalisme mondial connaissait une stabilité relative. En l'absence de perspective de victoire à court terme dans d'autres pays et de mobilisation politique des larges masses de la classe ouvrière soviétique, la bureaucratie se trouvait en position de force. Mais se situant dans la perspective d'un changement révolutionnaire de la situation, l'Opposition de gauche levait le drapeau de la lutte antibureaucratique, au nom de la révolution d'Octobre, des traditions internationalistes du parti bolchevique, c'est-à-dire en fin de compte des intérêts du prolétariat ; une lutte qui ne pouvait

qu'avoir la sympathie des classes laborieuses subissant l'arbitraire des bureaucrates.

Ayant surgi des rangs du parti bolchevique, l'Opposition de gauche se donnait pour objectif de redresser le cours de sa politique. Malgré la dégénérescence bureaucratique et la mainmise de l'appareil sur le parti, le parti de Lénine n'était pas encore mort. Le noyau révolutionnaire qui avait connu 1917 et la guerre civile était toujours là. Au-delà même de ceux qui rejoignaient l'Opposition de gauche, bien plus nombreux étaient ceux qui avaient combattu, corps et âme, pour le triomphe du socialisme, en Russie comme ailleurs, entre 1917 et 1921. Nul doute qu'en cas de nouvel espoir de révolution victorieuse dans un autre pays, nombre d'entre eux sauraient retrouver le chemin de la lutte. Ils avaient l'expérience de l'action révolutionnaire des masses, des soviets, de la politique révolutionnaire du parti bolchevique. Ils ne pouvaient croire aux « fariboles théoriques » de Staline – telle la prétendue théorie du socialisme dans un seul pays – ni aux calomnies de la troïka contre Trotsky. Devinant que, sans mobilisation de la classe ouvrière, le combat de l'Opposition avait peu de chance d'aboutir à court terme, ils n'étaient pas prêts à s'y lancer. Mais ils le regardaient avec sympathie. Les bolcheviks-léninistes militaient auprès de ce noyau révolutionnaire, avec lequel ils avaient des liens politiques, organisationnels et personnels. Ils participaient à la construction de la nouvelle société avec ces dizaines de milliers de partisans de la révolution mondiale, et bon nombre de ceux-ci leur donnèrent sans doute un coup de main de temps à autre.

Le PC(b) attirait encore à lui des forces vives, la jeunesse ouvrière et étudiante en pleine effervescence, dans ce pays où jusque-là ceux qui savaient lire et écrire n'étaient qu'une petite minorité. En dehors de l'URSS, l'Internationale communiste bénéficiait encore

du prestige d'Octobre et de son parti, elle attirait et organisait des millions de travailleurs de par le monde. Pour Trotsky, il ne fallait surtout pas se couper de cet immense capital humain, politique et organisationnel. Redresser la ligne du parti voulait dire avoir entre les mains un outil sans pareil pour encourager une politique vraiment révolutionnaire à l'échelle mondiale, comme au temps des premiers congrès de l'Internationale, quand la politique mise en œuvre était encore celle de Lénine et Trotsky : une politique qui s'adressait, en priorité, à ces millions de militants et de travailleurs plaçant leur confiance dans ce qu'ils croyaient être encore le parti et l'Internationale de Lénine et des bolcheviks.

En soumettant à sa critique la politique de la direction du PC(b) et de l'Internationale, en proposant sur chaque question une politique alternative, l'Opposition de gauche se posait comme une direction de rechange pour le parti et l'Internationale communistes.

Troisième partie

Avril 1926 – 1927
L'Opposition unifiée

Chapitre I[er]

L'aggravation des contradictions de classe et l'éclatement de la « troïka »

Début 1925, l'union contre Trotsky au sommet du parti commença à se fissurer. Staline se révélait avoir beaucoup plus de poids que ne l'avaient imaginé Zinoviev, Kamenev ou Boukharine. Il contrôlait l'appareil du parti et, à travers lui, l'appareil de l'État dans l'ensemble du pays. Se faisant son porte-parole, il avait gagné la confiance de la bureaucratie, construit ses réseaux d'influence et placé des milliers d'hommes liges à des postes stratégiques. Avec ses alliés, il contrôlait le comité central, le bureau politique, et aspirait de plus en plus ouvertement à être reconnu en tant que successeur de Lénine.

Comme l'Opposition l'avait prévu, la différenciation sociale s'accentuait dans les campagnes. En 1925, 3 à 4 % des paysans – les plus riches, les koulaks – étaient devenus les principaux bénéficiaires de la réintroduction du marché : ils avaient la mainmise sur la moitié des terres ensemencées, 60 % des machines, et s'enrichissaient grâce à la vente de leurs récoltes. Étant pratiquement les seuls à disposer de surplus alimentaires, de matériel agricole qu'ils pouvaient louer ou prêter aux membres plus démunis des communautés villageoises, voire de liquidités pour leur faire crédit, ils avaient acquis du poids sur la paysannerie pauvre et moyenne. Et

bien sûr, le risque politique et social était grand qu'ils veuillent et puissent entraîner derrière eux une grande partie des campagnes. Or les koulaks voulaient posséder la terre, disposer librement de toute leur récolte, en finir avec les livraisons forcées à des prix fixés par l'État ; ils réclamaient le commerce et l'industrie libres. Au printemps 1925, une première crise de subsistance fut provoquée par la baisse des livraisons de grains aux villes par les koulaks. Le gouvernement, qui gardait le monopole du commerce extérieur, dut arrêter les exportations agricoles et annuler les commandes de machines et de matières premières destinées à l'industrie, faute de pouvoir les payer. La nouvelle bourgeoisie jouait de son poids économique contre les intérêts de l'État ouvrier : c'était précisément le danger que l'Opposition avait pointé du doigt.

Celle-ci préconisait de prélever plus d'impôts sur les paysans riches afin de donner la priorité à l'industrialisation. En cela elle s'opposait à la politique du centre et de la droite : le budget de 1923 avait alloué 50 millions de roubles à l'agriculture contre 44 millions à l'industrie, en 1924 l'écart s'était creusé (60 millions à l'agriculture, 40 à l'industrie) pour devenir un abîme en 1925 : 179 millions pour l'agriculture contre 39 pour l'industrie ! Boukharine justifiait les faibles résultats de la NEP en disant que *« nous devons avancer à tout petits pas, traînant derrière nous notre gros char paysan »*. Pour sa part, Staline, moins préoccupé par le développement industriel que par la lutte contre les bolcheviks-léninistes, se servait de la droite, selon l'expression de Trotsky, *« comme d'un bélier contre l'Opposition de gauche, car seule la droite avait un programme défini, des intérêts et des principes que le triomphe de l'Opposition de gauche aurait mis en danger. »*

En avril 1925, Zinoviev exprima pour la première fois des divergences avec Staline. Dénonçant le *« danger koulak »*, il se mit à

critiquer la politique économique de droite protégée par Staline. Puis en septembre, il publia dans la *Pravda* un article où il affirmait : « *Le développement de la NEP en même temps que le retard de la révolution mondiale est gros, entre autres dangers, de celui de dégénérescence* [de l'État ouvrier]. »

Zinoviev avait ses partisans, son fief, dans la ville de Leningrad où la classe ouvrière était nombreuse et avait joué un rôle crucial durant la révolution. Trotsky décrivit son évolution comme un reflet de « *l'anxiété de la fraction la plus avancée du prolétariat quant au cours de notre développement économique dans son ensemble et quant au destin de la dictature du prolétariat* ». Mais, ajoutait-il, on avait là une expression « *bureaucratiquement déformée* » de cette anxiété car l'indignation soudaine de Zinoviev prenait la forme d'un bras-de-fer entre deux appareils, celui de Leningrad et celui de Moscou, plutôt que celle d'une lutte pour le retour à une réelle démocratie dans le parti.

Chapitre II

La constitution de l'Opposition unifiée : l'Opposition renforcée

Ce n'est que devant son impuissance à s'imposer face à Staline que Zinoviev se résolut à se tourner vers Trotsky qu'il calomniait la veille encore. Du 18 au 31 décembre 1925 se tint le XIV[e] congrès du parti, au cours duquel Zinoviev rompit avec Staline. Il y révéla l'existence du testament de Lénine. Il confessa avoir participé à la mise à l'écart des responsables du komsomol qui penchaient pour l'Opposition de gauche fin 1923. Il reconnut devant le congrès avoir joué un rôle dans la constitution de la troïka qui avait décidé d'écarter Trotsky dès 1923. Il termina en attaquant vivement la théorie du socialisme dans un seul pays.

La veuve de Lénine, Kroupskaïa, prit également la parole. Elle critiqua l'invocation incantatoire du *« léninisme »* comme justification de la politique de la direction, rappelant ce que Lénine avait écrit : *« Il y a eu des cas dans l'Histoire où l'enseignement des grands révolutionnaires a été dénaturé après leur mort. On en a fait d'inoffensives icônes, mais en honorant leur nom, on a émoussé la pointe révolutionnaire de leur enseignement. »* Kroupskaïa, qui affirmait peu de temps après : *« Si Lénine était vivant, il serait certainement en prison »*, allait prendre parti pour l'Opposition jusqu'en 1927, alors brisée par divers chantages et pressions de Staline sur elle.

Fin 1925, la fraction stalinienne avait déjà la haute main sur la majeure partie de l'appareil du parti. Le rapport politique de Staline obtint 559 voix contre 65 et, au lendemain du congrès, le secrétariat démantela le fief léningradois de Zinoviev. On écarta ses partisans et Zinoviev fut remplacé à la tête du parti de la ville : la voix de Zinoviev – qui protesta en vain – fut à son tour étouffée par une manœuvre d'appareil, de celles qu'il avait contribué à mettre en œuvre contre Trotsky. Et le comité central interdit à quiconque de revenir sur les questions discutées au congrès.

Zinoviev et Kamenev prirent alors contact avec Trotsky. Serebriakov, un dirigeant de l'Opposition de gauche depuis 1923, s'impliqua personnellement pour rendre possible un rapprochement dont Trotsky, qui n'avait aucune confiance personnelle en Zinoviev et Kamenev, doutait. D'origine ouvrière, bolchevik depuis l'âge de 15 ans, Serebriakov avait été arrêté plusieurs fois, licencié, déporté et évadé avant 1914 ; participant à la révolution dans la région de Kostroma, il avait été élu au comité central du parti en 1919. Après la guerre civile, il était devenu commissaire à la Direction des voies de communication et membre du secrétariat du parti, il avait signé la lettre des Quarante-six.

L'Opposition dite unifiée prit forme en avril 1926. D'après Vratchev, le dirigeant oppositionnel moscovite, une négociation sur le programme eut lieu lors d'une visite de Kamenev à Trotsky. Ils décidèrent d'organiser des réunions communes dont on confia la présidence à Sapronov, du groupe des décistes. Kamenev, alors très optimiste, beaucoup trop d'après Trotsky, lui disait : *« Il suffira que Zinoviev et vous paraissiez à la même tribune pour que le parti reconnaisse son vrai comité central. »*

Quelques mois plus tard, en juillet 1926, Zinoviev admit devant une assemblée plénière du comité central : *« Il ne peut y avoir aucun*

doute : le noyau fondamental de l'Opposition de 1923, ainsi que l'a prouvé l'évolution ultérieure de la fraction dirigeante, avait raison de nous mettre en garde contre les dangers de déviation de la ligne prolétarienne et du développement menaçant du régime de l'appareil. (...) Oui, Trotsky a eu raison contre nous sur la question de la contrainte bureaucratique. »

À la tribune de cette même assemblée, Trotsky lut une déclaration signée par treize membres de la direction, dont Zinoviev, Kamenev et Kroupskaïa. « *Les effectifs de l'industrie d'État n'atteignent pas encore deux millions,* dit-il. *En y ajoutant les ouvriers des transports, ils restent inférieurs à trois millions. Les fonctionnaires des soviets, des syndicats, des coopératives et autres ne sont certainement pas moins nombreux. Cette comparaison seule témoigne déjà du rôle colossal joué par la bureaucratie tant au point de vue politique qu'économique. Il est tout à fait évident que l'appareil d'État, par sa composition sociale et son niveau de vie est, pour une très grande part, bourgeois et petit-bourgeois ; il tend à s'éloigner du prolétariat et des paysans pauvres et à se rapprocher, d'une part, des intellectuels mis à l'écart et, de l'autre, des patrons concessionnaires, commerçants, koulaks, nouveaux bourgeois.* » La déclaration des Treize insistait sur les conditions de vie déplorables du prolétariat. En avril 1926, le comité central avait, par exemple, rejeté une proposition de l'Opposition visant à indexer les salaires sur les prix pour garantir le pouvoir d'achat des travailleurs ; on manquait de logements ouvriers en grand nombre, etc.

Les propositions des Treize furent toutes repoussées par le comité central et attirèrent aux oppositionnels des sanctions immédiates. On les accusa de violer la discipline du parti, de « *passer à la création d'une vaste organisation illégale dans tout le pays, se dressant contre le parti et préparant ainsi sa scission* ». Zinoviev fut exclu

du bureau politique. Jusqu'à la fin de l'année 1926, la répression, montant d'un cran, allait se faire de plus en plus systématique et violente.

Chapitre III

L'Opposition unifiée à l'offensive

Élargie, la nouvelle Opposition s'organisa pour se faire entendre et étendre son influence malgré les obstacles.

Elle avait désormais à sa tête la majorité des survivants de la direction du parti du temps de la guerre civile. Sur dix-huit membres encore vivants du comité central de mars 1919, dix appartenaient à l'Opposition unifiée. La veuve de Lénine était avec eux également, ainsi que Badaiev, bolchevik connu pour avoir été député à la Douma, le parlement tsariste. Les plus célèbres commandants et commissaires politiques de l'Armée rouge appartenaient à l'Opposition : Ivan Smirnov, Mratchkovsky, Smilga, Mouralov, Antonov-Ovseenko, Lachévitch, Evdokimov, Beloborodov... Préobrajensky et Piatakov, économistes reconnus du parti, ainsi que les diplomates-révolutionnaires Rakovsky et Ioffé comptaient aussi parmi ses dirigeants.

L'Opposition se lança, à l'automne 1926, dans une campagne de propagande en direction des cellules du parti. Elle organisa des centaines de réunions en quelques semaines. Le 30 septembre 1926, Trotsky, Smilga et Sapronov se rendirent ainsi à la cellule ouvrière de l'usine moscovite Riazan-Ouralsk (chemins de fer), accueillis par le secrétaire de cellule, Tkatchev, oppositionnel depuis 1924. Après une discussion animée, la cellule vota la résolution écrite par l'Opposition. Radek, Solntsev et Smilga animèrent de même un

débat à Aviapribor ; Ivan Smirnov parla au Trampark (tramway) ; Maliouta à Krasnaïa Zaria ; Kamenev à l'usine Vladimir Illitch ; Krol à l'usine Stesl ; Sapronov à Krasni Maïak ; Ichtchenko et Tchouvikov à Serp i Molot, etc.

En six mois, l'Opposition, privée de tout moyen d'expression officiel par la direction, gagna de l'influence auprès de la base ouvrière du parti, grâce au crédit politique de ses dirigeants, mais surtout du fait que la situation objective du pays lui donnait raison de manière de plus en plus visible. La classe ouvrière subissait l'arbitraire des bureaucrates tandis que ceux-ci marchaient main dans la main avec la bourgeoisie issue de la NEP. Les conditions de vie du prolétariat étaient déplorables, et la dégradation physique des travailleurs entraînait une dégradation morale tout aussi criante.

Victor Serge décrivit la situation qu'il pouvait observer en 1926, en tant que président d'une coopérative d'habitation à Leningrad : *« Je soutiens de longues luttes pour faire attribuer dans cet immeuble embourgeoisé une chambre de bonne à quelque étudiante ; la comptabilité qu'un ingénieur me soumet est entièrement truquée et il faut bien que je la signe. Un de nos colocataires s'enrichit à vue d'œil en revendant au prix fort les tissus qu'une fabrique socialisée lui vend à bas prix en tenant compte des bas salaires. Explication ; le déficit des articles manufacturés est évalué à quatre cents millions de roubles-marchandise. Les ouvriers, fuyant des intérieurs misérables, vont au cabaret ; les ménagères du quartier des usines Poutilov-rouge demandent aux comités du parti s'il n'y a pas moyen de leur verser une partie du salaire de leurs ivrognes de maris... les jours de paie, on voit des prolétaires ivres morts vautrés sur les trottoirs et d'autres vous bousculent avec des injures. Ils me traitent haineusement d'intellectuel binoclard. Un comité de secours aux enfants exploite le club Vladimirski, vilaine maison de jeu. J'y ai vu jeter au bas d'un escalier une*

femme dégrafée et giflée. Le gérant est venu à ma rencontre et m'a dit tranquillement : "De quoi vous indignez-vous ? Ce n'est qu'une putain ! Si vous étiez à ma place !" *Il est communiste, ce gérant, nous sommes du même parti.* »

Un peu plus loin, il faisait le portrait des nepmen à la même époque : « *Des mercantis fondent une fausse coopérative ; ils donnent des pots-de-vin à des fonctionnaires afin de se faire attribuer des crédits, des matières premières, des commandes. Ils n'avaient rien hier, l'État socialiste leur a tout fourni à des conditions onéreuses parce que les contrats, les conventions, les commandes, tout est faussé par la corruption. Lancés, ils continuent, cherchant à se faire partout les intermédiaires entre l'industrie socialisée et la consommation. Ils doublent les prix. (...) C'est vrai aussi dans les campagnes, bien que de façon différente. Le seul élevage du mouton dans le Midi a produit de singuliers millionnaires soviétiques, ex-partisans rouges, dont les filles habitent les plus beaux hôtels de Crimée, dont les fils jouent gros jeu dans les casinos.* »

Instable, la situation était pétrie de contradictions. Grâce à la NEP, l'économie avait repris de l'élan. Mais, à cause de la NEP, les inégalités sociales se creusaient et la classe ouvrière était sous la coupe des bureaucrates et des profiteurs de toute sorte. Les critiques de l'Opposition ne pouvaient que progresser dans la fraction la plus consciente de la population. D'autant plus qu'elle offrait non seulement une perspective politique aux travailleurs, mais elle se battait aussi sur le terrain de leurs revendications matérielles.

Chapitre IV

1925-1927 : révolution en Chine, grève générale en Angleterre

L'Opposition savait que seul un nouvel élan de la révolution mondiale pourrait provoquer un réveil politique de la classe ouvrière soviétique. Or, à partir de 1925, la montée d'une nouvelle vague révolutionnaire venue d'Orient fit souffler un vent d'espoir sur le paysage politique : la Chine était en pleine effervescence.

À bien des égards, la Chine ressemblait à la Russie tsariste par la taille, sa composition sociale, l'arriération de son régime politique, le poids de sa paysannerie et la concentration d'une classe ouvrière jeune et combattive dans de grands centres urbains. La révolution russe avait montré qu'un prolétariat même minoritaire avait la capacité d'entraîner l'ensemble des classes laborieuses jusqu'à la prise du pouvoir. De ce point de vue, la grosse différence entre les deux pays tenait à l'absence d'un parti révolutionnaire expérimenté en Chine. Le parti communiste chinois avait été fondé, en juillet 1921 à Shanghai, par de jeunes militants sans grande expérience venus au communisme grâce à la révolution russe. Ce parti avait grandi rapidement, mais l'Internationale communiste, sous la direction des zinoviévistes et des staliniens, allait l'engager dans une politique suicidaire.

Une guerre d'unification de la Chine était alors conduite par un parti nationaliste bourgeois, le Kuomintang, contre les seigneurs de

guerre féodaux, qui se partageaient le pays, et contre les grandes puissances, qui s'appuyaient sur eux depuis des décennies, faisant du pays une semi-colonie du monde impérialiste.

La politique dictée par l'Internationale au parti communiste chinois fut de se fondre dans le Kuomintang, présenté comme un allié. Trotsky dénonça ce qui revenait à s'aligner derrière la bourgeoisie chinoise. Ce parti communiste était encore faible, disait-il, mais précisément, dans une période d'ébullition révolutionnaire, s'il ne voulait pas disparaître à brève échéance ou que d'autres forces l'anéantissent, il devait apparaître sous son propre drapeau, attirer les masses avec ses propres perspectives, son propre programme, tout en critiquant le Kuomintang comme un parti avec lequel on pouvait s'allier ponctuellement, mais qui se retournerait demain contre les travailleurs. Un pronostic que la suite allait confirmer de façon tragique puisqu'en 1926-1927 les communistes chinois, désarmés politiquement et matériellement par Moscou, et absolument pas préparés à l'affrontement, furent massacrés par le Kuomintang.

Le parti communiste chinois survécut à ce naufrage sanglant, mais hors des villes, dans les campagnes et sur un terrain politique et social qui n'avait plus rien à voir ni avec les intérêts de la classe ouvrière, ni avec le communisme révolutionnaire. Il devint un parti qui n'avait plus de communiste que le nom et qui, sous cette étiquette, allait impulser une politique certes radicale, mais se plaçant du point de vue des intérêts de bourgeoise chinoise, c'est-à-dire foncièrement étrangère au socialisme et opposée aux intérêts de la classe ouvrière.

En Europe occidentale, c'est du côté de l'Angleterre que se produisit une montée de la combativité ouvrière. En mai 1926 éclata une grève générale, au cours de laquelle se formèrent des

assemblées prenant le nom de soviets, y compris dans la capitale. Quelques années plus tôt, le Premier ministre Lloyd George avait renoncé à envoyer des troupes britanniques contre la Russie soviétique, déplorant un état d'esprit révolutionnaire parmi les soldats et craignant *« l'apparition de soviets à Londres »*. Ses craintes semblaient se réaliser.

Mais les puissants syndicats britanniques, les trade-unions, organisations réformistes depuis longtemps intégrées à la société bourgeoise, pesèrent de tout leur poids pour rétablir l'ordre. Et les communistes anglais, peu nombreux mais qui jouaient un rôle non négligeable dans la grève générale, reçurent de Moscou la consigne de se mettre à la remorque des trade-unions, dans l'espoir fallacieux de conforter un comité syndical anglo-russe mis sur pied peu auparavant. L'Opposition fustigea cette politique suiviste impulsée par la direction stalinienne qui, par souci de ses seuls intérêts diplomatiques, avait saboté délibérément la grève générale.

Tirant profit du crédit accordé par les jeunes partis communistes au parti de la Révolution russe, les staliniens avaient étendu leur mainmise sur l'Internationale communiste. Les errements de celle-ci s'inscrivaient dans le prolongement de la politique intérieure de la fraction stalinienne et de la bureaucratie qu'elle soutenait.

Dans leur phase ascendante, les événements de Chine et d'Angleterre avaient suscité de l'espoir parmi les travailleurs conscients en URSS. Décrivant la situation à l'usine Serp i Molot, l'historien K. Murphy écrit : *« En février 1927, le chef du comité de Moscou (...) a fait un rapport sur la situation internationale devant 700 personnes* (de l'usine). *Cinq billets* (adressés à l'orateur) *demandaient une clarification sur la révolution chinoise, plusieurs critiquant le compromis du PC chinois avec Tchang Kaï-chek.* [...] *En octobre,* (un ouvrier avait demandé à l'orateur officiel) : "Pourquoi (en Chine),

notre parti n'avance pas le mot d'ordre 'Pour les soviets' alors que Lénine demandait cela [...] au Ier congrès de l'Internationale ?" »

Victor Serge écrit dans ses *Mémoires* : « *La révolution chinoise nous électrisait tous* (...). *Confusément, le pays sentait qu'une Chine rouge pourrait être le salut de l'URSS.* » D'ailleurs l'Opposition gagna de nouveaux militants au cours de l'année 1926-1927. Mais au lendemain du massacre d'avril 1927 à Shanghai, poursuit Serge, « *nous nous rencontrions désespérés. Les débats du comité central se reproduisaient avec la même violence dans toutes les cellules du parti où il y avait des opposants. Il me sembla, quand je pris la parole dans la mienne (...) que la haine atteignait son paroxysme et que nous allions être lynchés à la sortie. Je finis mes cinq minutes en lançant une phrase qui fit un silence glacé :* "Le prestige du secrétaire général lui est infiniment plus cher que le sang des prolétaires chinois !" »

Dans sa lettre à Kroupskaïa du 17 mai 1927, Trotsky estimait que « *Staline s'est affaibli. Sa banqueroute sur la question chinoise et anglo-russe est manifeste, de même que les lourdes conséquences de cette banqueroute sur notre position internationale. L'aile gauche exerce une pression croissante sur Staline* ». Il expliquait aussi aux oppositionnels que la défaite de la révolution en Chine ne provoquerait pas un retournement de situation en leur faveur en URSS, bien au contraire. Même si l'Opposition avait eu raison et avait convaincu certains de ceux qui regardaient vers la Chine avec espoir, ce nouvel échec de la révolution ne pouvait que renforcer le scepticisme et le découragement du prolétariat soviétique. Et cela ne pouvait que profiter à la bureaucratie. L'Opposition devait donc se préparer à une lutte longue et difficile, car ses attaques rendaient la bureaucratie enragée et prête à tout pour la faire taire.

Chapitre V

Des communistes chinois rejoignent l'Opposition

Depuis le début des années vingt, l'URSS accueillait dans des universités spéciales, aux côtés d'étudiants venus des différentes républiques soviétiques, de nombreux révolutionnaires étrangers, ouvriers et étudiants envoyés par les différents partis communistes pour se former politiquement auprès des communistes russes. Il y avait ainsi des réfugiés italiens ayant fui le fascisme. L'un d'eux, Pio Pizzirani, de Bologne, était devenu chef d'atelier à Aviapribor, puis ingénieur. Membre de l'Opposition, il fut arrêté fin 1927.

Parmi les étudiants des universités spécialisées, les Chinois étaient relativement nombreux, six ou sept cents choisis par le parti communiste chinois pour apprendre l'art de l'insurrection, et dont beaucoup arrivèrent au lendemain de la répression de leur parti par le Kuomintang. L'un d'entre eux, Wang Fanxi, devenu trotskyste par la suite, allait émigrer en France, où il écrivit ses mémoires, intitulées *La marche de Wang*.

Il y raconte comment plusieurs de ses camarades et lui arrivèrent en URSS juste avant le dixième anniversaire de la révolution d'Octobre. Dans le train les conduisant à Moscou, ils abordèrent un soldat en prononçant le nom de Staline avec enthousiasme, le pouce levé. Le soldat se rembrunit : « *À notre surprise, il écrasa sa cigarette, cracha avec mépris et leva le petit doigt en disant :* "Eto,

eto (celui-là) !*", le visage rouge de colère. Puis il leva le pouce et dit :* "Trotsky ! Trotsky ! Khorosho (bien) !"» Avant son départ, Wang avait entendu dire de Trotsky qu'il était « *un romantique, dévoré par l'ambition personnelle et un militariste du genre de Tchang Kaï-chek* [le dirigeant du Kuomintang] ».

On envoya Wang à l'Université communiste des travailleurs d'Orient, qui formait des cadres de plus de soixante-dix nationalités différentes. Il existait également, depuis 1925, exclusivement pour les Chinois, une seconde université nommée Sun Yat Sen, en hommage au fondateur du Kuomintang alors considéré comme un allié. Wang, qui avait adhéré au parti communiste en 1925, à 18 ans, écrit : « *Nous ne connaissions pas l'histoire de la révolution russe, pratiquement rien de l'URSS ni du mouvement ouvrier international.* » Ils suivaient de près les controverses sur la révolution chinoise, essayant d'en comprendre la nature. Leur propre expérience, « *amère* » dit Wang, conduisait beaucoup d'entre eux à douter du cours de la politique suivie en Chine, même si, *a priori*, ils faisaient confiance à la direction du parti.

Lors d'une assemblée de l'université en présence d'un bureaucrate stalinien, Iaroslavsky, Wang commença à avoir des doutes. Iaroslavsky affirmait que Trotsky était un menchevik, qui s'était régulièrement opposé à Lénine. Les étudiants originaires du Caucase réagirent vivement à ces propos. « *Les remarques de Iaroslavsky provoquèrent une tempête de protestations indignées parmi eux ; ils huèrent et sifflèrent pendant son discours. Nous ne comprenions pas un mot de leurs interjections mais quand nous demandâmes à notre interprète de traduire, il refusa :* "Ce sont des idioties ! Juste des trotskystes semant le trouble !" *Quelques étudiants chinois de l'année supérieure qui comprenaient déjà un peu le russe murmurèrent à nos oreilles que les cris signifiaient :* "Scandale !" *et* 'Menteur !" »

La réunion se termina quasiment en bagarre et *« une partie appréciable de l'auditoire soutenait clairement Trotsky »*, écrit Wang.

Malgré leurs demandes répétées, les étudiants chinois n'avaient pas accès aux documents de l'Opposition. On leur répondait que les textes du comité central exposaient ses positions ; cela ne faisait qu'attiser leur curiosité. Quand ils faisaient part de leurs doutes sur la question de la révolution chinoise, ils étaient *« réduits au silence par des membres du comité qui nous citaient des classiques marxistes que nous n'avions jamais eu l'occasion de lire »*. À ceux qui insistaient, on disait avec mépris que leurs positions seraient *« bien accueillies »* par Trotsky ou Radek.

« Nous étions bouleversés par la manière arbitraire et bureaucratique dont les staliniens menaient la lutte interne dans le parti, par l'atmosphère suffocante qui en résultait. Le fossé se creusait chaque jour davantage entre ce que nous pensions et ce que nous avions le droit de dire, entre nos penchants et les exigences de la discipline. Nous étions six cents à avoir juste quitté une révolution, nous ne tenions pas en place, nous débordions d'énergie. Pour des jeunes rebelles comme nous, une vie de calme et de tranquillité était pire que la mort. » En fin de compte, des centaines d'étudiants chinois rejoignirent l'Opposition et, à partir de 1927, partagèrent sa lutte dans l'adversité.

Chapitre VI

Répression et réunions clandestines dans les appartements

Au cours de l'année 1927, l'envoi au loin d'oppositionnels reprit de plus belle : Antonov-Ovseenko fut expédié à Prague, Piatakov et Préobrajensky à Paris, Kamenev en Italie. Un jeune oppositionnel lié à Trotsky depuis 1923, Eleazar Solntsev, fut pour sa part renvoyé d'Allemagne aux États-Unis car, en Allemagne, il avait organisé un réseau de communistes étrangers favorables à l'Opposition et faisait le lien entre eux et Trotsky. On commença aussi à déporter des dirigeants de l'Opposition en Sibérie et en Asie centrale. À la mi-juin 1927, des milliers d'opposants manifestèrent devant la gare de Iaroslav pour protester contre l'envoi de Smilga à Khabarovsk, en Extrême-Orient ; dès le lendemain, les commissions de contrôle du parti convoquaient pour sanction plusieurs participants à la manifestation.

Malgré cela l'Opposition se battait pour se faire entendre, et d'abord des travailleurs. Ainsi, entre mai et juin 1927, les oppositionnels prirent la parole dans 37 cellules ouvrières à Moscou. Mais des provocateurs étaient désormais envoyés dans toutes les réunions organisées par l'Opposition pour empêcher les débats et déclencher des bagarres. Il n'était plus question de laisser la moindre critique s'exprimer. Boris Souvarine, alors communiste français qui fut pendant une courte période proche de l'Opposition, décrit

ces opérations : *« Des brutes excitées furent dépêchées en autos-camions aux réunions où des opposants étaient signalés, avec ordre de couvrir toute voix discordante de sifflets et de hurlements, puis de frapper les tenants de l'Opposition et les jeter hors de la salle si le tapage et les menaces s'avéraient inefficaces. »* Contrainte de renoncer aux interventions publiques dans les cellules du parti, car devenues trop dangereuses, l'Opposition les remplaça par des réunions clandestines qui se tenaient dans des appartements.

Alexandre Boïartchikov, un jeune trotskyste d'alors, écrivit dans ses mémoires (publiées en Russie bien après sa mort) : *« À Moscou, à ce moment-là, des communistes venus des usines et des fabriques de la ville, ainsi que des établissements d'enseignement, se rassemblaient lors de nombreuses réunions conspiratives de l'Opposition de gauche dans des appartements. À ces réunions prenaient part les leaders de l'Opposition de gauche : Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Radek, Lachévitch, Piatakov, Mouralov, Sapronov et d'autres. »* Boïartchikov amenait ses amis à des réunions qui se tenaient tous les quinze jours avec Kamenev. Beaucoup de militants, tel le mécanicien Petoukhov, secrétaire de la cellule d'Aviapribor, dans le quartier ouvrier de Krasnaïa Presnya, organisèrent des réunions encore plus nombreuses, par dizaines, pendant des mois, y compris sans la présence des principaux dirigeants oppositionnels. Trotsky a écrit dans son autobiographie *Ma vie* que, souvent, faute de place, tout le monde devait rester debout dans des logements bondés, l'orateur se tenant dans le cadre d'une porte entre deux pièces pour être entendu des deux côtés à la fois. Quand on ne trouvait pas d'appartement assez grand, les réunions se tenaient dans des chambres d'étudiant, des salles occupées au hasard dans les universités, voire dans une forêt à proximité de la ville.

Le GPOu, devenu la police politique du régime stalinien, faisait la chasse à ces réunions et les sanctions s'abattaient systématiquement. On arrêta des oppositionnels, par exemple, pour y avoir fait circuler le testament de Lénine : la direction du parti, désormais entièrement aux mains des staliniens, faisait courir le bruit qu'il s'agissait d'un faux.

Mikhaïl Lachévitch fut l'un des premiers bolcheviks-léninistes à être exclu du parti, pour avoir présidé une réunion clandestine dans un bois des environs de Moscou. Un indicateur l'avait dénoncé, le GPOu ayant repris les méthodes de la police tsariste contre les révolutionnaires. Né à Odessa (Ukraine) en 1884, bolchevik depuis 1903, sous-officier durant la Première Guerre mondiale, ayant rallié son régiment à la révolution, membre du comité militaire révolutionnaire chargé d'organiser l'insurrection d'Octobre, membre du comité central depuis 1918, responsable de la défense de Petrograd en 1921, Lachévitch était un proche de Zinoviev et avait rallié l'Opposition unifiée quelques mois plus tôt.

Les exclusions du parti restaient encore exceptionnelles. Jusqu'à la fin de l'année 1926, il n'y eut que quelques dizaines de militants exclus, alors qu'un an plus tard, leur nombre dépassait le millier. Le parcours personnel de Dogard, le jeune ouvrier imprimeur, reflète cette évolution. Dans un premier temps, il se retrouva au chômage. « *Je fus renvoyé de mon travail en septembre 1926 pour avoir pris la parole dans les réunions des Jeunesses communistes, reprenant ce qui était écrit dans les tracts de l'Opposition. C'est vrai qu'alors on n'était pas encore exclu des Jeunesses communistes. On m'en a exclu plus tard, quand le 6 novembre 1927, dans une réunion consacrée au dixième anniversaire de la révolution d'Octobre, j'ai exposé la plateforme de l'Opposition sur la situation intérieure du parti, la démocratie dans les syndicats, la situation dans l'Internationale communiste*

et le chômage. Je me souviens que devant moi un autre komsomol, visiblement chômeur, a pris la parole. Il a commencé en disant que tout ce qui lui restait de la révolution d'Octobre, c'était "ses yeux pour pleurer". »

Malgré toutes les difficultés, l'Opposition sortit renforcée moralement de cette période de lutte, dont l'aspect le plus encourageant était le recrutement d'une nouvelle génération de militants. Il s'agissait de jeunes membres du parti éveillés à la politique pendant la révolution puis la guerre civile, quand ils étaient encore adolescents pour certains, qui s'étaient formés dans la tourmente et l'enthousiasme de la lutte et qui avaient commencé à penser avec esprit critique et indépendance à partir de 1923.

Chapitre VII

Pourquoi Trotsky n'a-t-il pas fait appel à l'Armée rouge ?

La question d'un possible coup d'État contre Staline a souvent été posée à Trotsky, notamment par des oppositionnels, surtout quand la répression a commencé à s'exercer de façon brutale. Les jeunes militants fraîchement ralliés à l'Opposition n'étaient pas les derniers à penser se débarrasser ainsi des fourriers de la bureaucratie au sommet de l'État.

Dans ses mémoires, Boïartchikov évoque une des dernières rencontres de Trotsky avec des étudiants de l'Opposition à Moscou en 1927. Trotsky insistait sur l'aide indispensable à apporter au prolétariat international dans la préparation des insurrections ouvrières et, sur le plan intérieur, sur la nécessité d'accroître le rythme de l'industrialisation. Des étudiants lui posèrent alors la question suivante : *« Si Staline nous fusille, il exterminera tous les cadres révolutionnaires. Peut-on le permettre ? Est-ce que nous ne devons pas prendre des mesures préventives ? »* Et Boïartchikov ajoute : *« C'était la question la plus épineuse dans toute l'Opposition. Cette question, des milliers de camarades la lui posaient. »*

Trotsky – que dès janvier 1925 la direction Staline-Zinoviev avait relevé de ses fonctions de commissaire du peuple à la Guerre, pour briser les liens qu'il aurait pu tisser avec l'Armlée rouge – répondit de la manière suivante : *« On ne peut prévenir l'action de Staline*

que par la force, mais la force n'est pas notre voie. Je vous demande de bien vous en souvenir. L'histoire ne nous pardonnera pas d'avoir apporté à un problème interne au parti une solution par des moyens externes. Si nous voulons prévenir l'action de Staline par la force, il nous faut prendre les armes et commencer la guerre civile. Si nous versons une seule goutte du sang des camarades du parti qui se sont égarés, la malédiction des générations présentes et futures tombera sur nos têtes. »

Ces souvenirs reflètent avec justesse le point de vue de Trotsky, qui s'en expliqua à plusieurs reprises, par exemple dans son autobiographie publiée en 1929. Il refusait de remplacer l'action de la classe ouvrière par celle d'une minorité. Même en cas de succès d'un coup de force militaire, la classe ouvrière restant spectatrice, il aurait été impossible de vaincre la bureaucratie. Pire, ceux-là même qui auraient fomenté le coup d'État se seraient retrouvés soumis aux pressions de l'appareil sur lequel ils auraient pris appui. Or, non seulement l'armée n'échappait pas à l'évolution bureaucratique de l'ensemble de la machinerie étatique, mais elle en était un des vecteurs essentiels.

Parlant de la violence qu'utilisait la bureaucratie, Trotsky affirmait qu'elle ne suffirait pas non plus à vaincre l'Opposition. Il écrivait : « *Nous allions au devant d'une défaite immédiate, préparant avec assurance notre victoire dans les idées dans un avenir plus lointain.* (...) *On peut par les armes retenir un certain temps le développement des tendances historiques progressistes. Il est impossible de couper une fois pour toujours la route aux idées progressistes. Voilà pourquoi, quand il s'agit de la lutte pour de grands principes, le révolutionnaire ne peut avoir qu'une règle :* "Fais ce que dois, advienne que pourra." »

Un an plus tard, en mai 1928, depuis Alma-Ata où Staline l'avait envoyé en déportation, Trotsky résumait en une phrase ce refus de toute tentative de trouver un palliatif des luttes conscientes de la classe ouvrière : *« Dès ma jeunesse, j'appris du marxisme le dédain de ce subjectivisme superficiel qui s'évertue à stimuler l'histoire avec un petit aiguillon. »*

Chapitre VIII

Continuer la lutte au sein du parti ou en créer un nouveau ?

À l'été 1927, le découragement gagna les décistes. Ils rompirent avec l'Opposition unifiée expliquant que, selon eux, la contre-révolution avait d'ores et déjà vaincu en URSS : non seulement le pouvoir n'appartenait plus aux soviets, mais même le PC(b) avait perdu son âme.

Le déciste Vladimir Smirnov écrivit en 1928, dans une lettre à la rédaction de la *Pravda* : « *Le gouvernement actuel, qui se présente sous l'étiquette du pouvoir soviétique, qu'il avait pourtant lui-même détruit, devient maintenant une menace pour le prolétariat. Le prolétariat doit se battre contre ce gouvernement au nom de la dictature et au nom du véritable pouvoir des soviets.* » Pour les décistes, l'État soviétique n'était déjà plus ouvrier. Mais comme il ne ressemblait pas non plus à l'État bourgeois d'une société capitaliste plus ou moins développée, ils parlèrent de capitalisme sans bourgeoisie, d'un « capitalisme d'État ». Isolant les décistes des secteurs avancés de la classe ouvrière et du parti, leur position ne les aidait en rien à combattre la bureaucratie et la politique de Staline. Elle ne faisait qu'exprimer leur découragement devant le constat que l'Opposition ne parvenait pas à inverser le cours des choses.

Le découragement commença à toucher aussi des militants et des cadres de l'Opposition. L'un des premiers, parmi eux, fut Karl Radek. Ayant milité en Allemagne, en Russie et en Pologne avant 1917, il avait été l'un des principaux responsables de l'Internationale communiste et avait assisté en Allemagne à la défaite de 1923. Il avait signé la déclaration des Quarante-six et militait depuis avec l'Opposition de gauche. Mais après l'écrasement de la révolution en Chine, il envisagea à son tour la création d'un nouveau parti, puisqu'il lui semblait impossible de redresser l'ancien.

Trotsky s'opposa vivement à tous ceux qui comme Radek voulaient renoncer à militer dans l'ex-parti bolchevique. Il leur reprochait de faire dépendre l'avenir de l'URSS des décisions « *des groupes et des partis plutôt que des rapports de classe et du rôle joué par la classe ouvrière* ». Le PC(b) restait le parti qui regroupait la génération de la révolution, qui avait la confiance d'une fraction notable des travailleurs et qu'il fallait régénérer. Il comptait environ 700 000 membres et la fraction révolutionnaire s'y trouvait certes noyée sous le poids de la démoralisation que renforçait le régime bureaucratique. Mais rompre avec ce parti aurait provoqué une division risquant d'affaiblir la dictature du prolétariat face à ses ennemis, en Union soviétique comme à l'extérieur. « *En nous posant comme tâche de redresser à temps la ligne de la direction,* écrivait alors Trotsky, *nous détruisons par là-même le reproche qu'on nous fait de travailler à la scission du parti et à la création d'un nouveau parti. La dictature du prolétariat exige impérativement qu'il n'existe qu'un seul parti prolétarien uni, comme dirigeant des masses ouvrières et paysannes. L'unité du parti, une unité non affaiblie par les luttes de tendances, est une chose absolument nécessaire au prolétariat, pour l'accomplissement de sa mission.* »

La Plate-forme de l'Opposition, écrite en vue du XV^e^ congrès du parti en décembre 1927, développait cette question : « *La volonté primordiale des masses du parti est l'unité. Le régime actuel les empêche de comprendre d'où vient le véritable danger qui menace l'unité du parti. Toutes les machinations de Staline ont pour but de mettre la masse du parti, dans n'importe quelle question essentielle et brûlante, devant ce dilemme :* "ne plus défendre son opinion ou être accusé de vouloir la scission". *(...) Notre tâche consiste à maintenir l'unité du parti à tout prix, à repousser toute tentative de scission, d'amputation, d'exclusion, etc., et en même temps à donner au parti la possibilité d'examiner et de résoudre librement les questions litigieuses dans les cadres d'un parti unique.* »

L'Opposition publia en outre une déclaration, le 16 octobre 1927 : tout en s'engageant à respecter les statuts et les décisions du parti, elle réclamait une discussion réellement démocratique à l'occasion du congrès. En réponse à cette proposition de compromis, la direction se montra d'autant plus intransigeante et menaçante. Staline exigea une capitulation complète de l'Opposition : « *Ou bien vous remplirez ces conditions qui représentent les conditions préalables pour l'unité complète dans le parti, ou bien vous ne le ferez pas et le parti, qui hier vous a battus, vous abattra demain définitivement.* » Une résolution condamna l'Opposition comme « *déviation social-démocrate* ». Et à la veille du congrès, Trotsky et Kamenev, après Zinoviev, furent à leur tour exclus du comité central.

Chapitre IX

La Plate-forme de l'Opposition pour le XV^{e} congrès du parti

La Plate-forme de l'Opposition était un document programmatique de plusieurs dizaines de pages qui embrassait les aspects majeurs de la situation politique, sociale et économique, en URSS comme à l'étranger, sous un double angle : celui de la politique menée par la fraction stalino-bureaucratique ; celui de la politique que réclamait la défense des intérêts de la classe ouvrière, en URSS comme ailleurs, politique défendue par l'Opposition.

De nombreux militants participèrent à la rédaction, sous la direction de Trotsky, de ce vaste programme. Outre Piatakov, Zinoviev, Kamenev, Smilga, B. Eltsine, y contribuèrent pour la première fois des militants plus jeunes, futurs dirigeants oppositionnels de la génération qui avait fait ses armes pendant la guerre civile : Solntsev (né en 1900, qui militait avec l'Opposition depuis 1923), Fiodor Dingelstedt (né en 1897, membre du parti depuis 1910, militant bolchevique parmi les marins de Cronstadt en 1917, diplômé de l'Institut des professeurs rouges), Sokrat Guevorkian (né vers 1896-1897, bolchevik en 1917, il avait combattu au front et enseignait l'économie politique), Igor Poznansky (né en 1898, proche collaborateur de Trotsky dès 1917, il avait organisé les premiers détachements de la Cavalerie rouge), Grigori Iakovine (né en 1899, jeune historien spécialiste de l'Allemagne où il avait vécu au début

des années 1920), et Léon Sedov (le fils aîné de Trotsky, alors âgé de 21 ans, il avait adhéré aux Jeunesses communistes pendant la guerre civile et rejoint l'Opposition dès 1923).

Le texte insistait sur la montée des dangers liés à la croissance nouvelle du capitalisme en URSS, qui commençait à entraîner l'accroissement chez les bourgeois de la conscience de leur force politique. « *Ces éléments cherchent à démoraliser, non sans succès, même une partie des communistes avec lesquels ils sont continuellement en contact, soit dans le travail, soit au cours de la vie quotidienne.* (...) *Les gros bonnets de la campagne, comme les éléments bourgeois des villes, s'entre-lient plus étroitement avec les différents chaînons de l'appareil économique de l'État. (...) Chez nous, ces derniers temps, l'armée des fonctionnaires a grandi et elle se soude intérieurement, s'élève au-dessus des administrés, se lie aux couches aisées des villes et des campagnes.* »

La Plate-forme indiquait les moyens d'améliorer les conditions de vie déplorables de la classe ouvrière, dont la part dans le revenu général du pays diminuait au profit des autres classes. L'augmentation des salaires était subordonnée à l'intensification du rendement individuel de chaque travailleur. Les manœuvres, les saisonniers, les femmes et les jeunes étaient les catégories les plus misérables. Le chômage se développait, en raison de l'afflux de main-d'œuvre des campagnes et du rythme trop lent de l'industrialisation.

L'Opposition défendait une politique volontariste en faveur d'un développement industriel plus rapide, avec la mise en œuvre de plans quinquennaux. Dans les campagnes, elle préconisait d'instaurer un contrôle local sur l'économie par des soviets débarrassés de la présence et de l'influence des koulaks.

La politique de la direction stalinienne, faite de concessions aux forces hostiles à l'État ouvrier, était qualifiée de « *sans principes* ».

Elle avançait un coup à droite, un coup à gauche, « *en zigzags* », sous la pression alternée de la droite et de la gauche du parti, représentant les classes sociales adverses. Sa priorité de l'heure était de faire « *feu à gauche* » contre l'Opposition, et les ennemis de la révolution à l'étranger, soulignait la Plate-forme, se réjouissaient désormais ouvertement de la politique de Staline. Parmi ces derniers, elle renvoyait notamment aux déclarations d'Oustrialov : ce juriste, ancien membre du parti cadet (représentant de la bourgeoisie libérale sous le tsarisme) ayant combattu les Rouges avec l'amiral Koltchak, voyait dans la NEP les prémices de la restauration du capitalisme.

La Plate-forme critiquait enfin la théorie du prétendu socialisme dans un seul pays, que le congrès devait adopter de façon officielle et qui servait désormais de justification à la politique criminelle de la direction de l'Internationale en Chine ou en Angleterre. Quelque temps auparavant, Trotsky avait ironisé contre Boukharine qui défendait l'idée d'un développement du socialisme « *faisant abstraction des conditions internationales* » en disant : « *Boukharine peut également sortir tout nu dans les rues de Moscou en janvier,* "en faisant abstraction" *de la police et de la température* »...

Chapitre X

L'affaire de l'imprimerie clandestine

Il était hors de question pour Staline de laisser l'Opposition s'exprimer à l'occasion du congrès. Qualifiant par avance de « fractionnelle » la Plate-forme de l'Opposition, le comité central en interdit la publication en septembre 1927.

Les bolcheviks-léninistes décidèrent de passer outre. Dans la chambre d'un étudiant pas encore connu du GPOu, on installa une machine à ronéoter. Mais le GPOu réussit à introduire un mouchard dans l'équipe chargée de l'impression pour organiser une provocation. Après la « découverte » de l'imprimerie et une perquisition, on présenta l'homme du GPOu comme un ancien officier de Wrangel, l'un des généraux ayant dirigé les armées blanches. Peut-être s'agissait-il vraiment d'un ex-garde-blanc, peut-être pas. Le GPOu, qui reconnut en avoir fait son indic, refusa de révéler son identité. En tout cas, son coup monté lui permit d'accuser l'Opposition de complicité avec une « organisation contre-révolutionnaire » préparant un coup d'État militaire en Union soviétique.

Le GPOu saisit des exemplaires imprimés de la Plate-forme et arrêta les communistes qui avaient pris la responsabilité de l'opération. On exclut aussitôt du parti quinze d'entre eux, dont Sergueï Mratchkovsky, bolchevik depuis 1905, célèbre pour avoir organisé et commandé un corps de volontaires contre les Blancs de

l'amiral Koltchak durant la guerre civile. Préobrajensky et Serebriakov furent eux aussi exclus.

La Plate-forme fut tout de même imprimée, grâce à un vieux-bolchevik, M. Fichelev, directeur de l'Imprimerie nationale, qui réussit à en reproduire 12 000 exemplaires avant d'être arrêté. Fichelev avait connu Trotsky en exil avant la révolution : accusé de détournement de matériel et de papier, on l'envoya en camp aux îles Solovki. Quant aux milliers d'exemplaires publiés à temps, ils circulèrent clandestinement, cachés sous la couverture d'un roman de Dmitri Fourmanov, *Le Chemin de la lutte*.

Le 23 octobre, Trotsky intervint pour la dernière fois devant le comité central. Interrompu sans cesse par les staliniens, qui lui lancèrent des livres, un encrier, un verre, il termina son discours dans le vacarme. Il déclara : « *La brutalité et la déloyauté dont parlait Lénine* [à propos de Staline] *ne sont plus des défauts personnels : elles sont devenues les défauts de la fraction dirigeante, de sa politique, de son régime.* » Il assuma l'organisation de l'imprimerie clandestine, la diffusion illégale de la Plate-forme de l'Opposition, et affirma que le combat des bolcheviks-léninistes continuerait, quelles qu'en soient les conditions : « *Vous ne nous amputerez pas du parti, vous ne nous couperez pas de la classe ouvrière. Nous connaissons les répressions, nous sommes habitués aux coups. Nous ne livrerons pas la révolution d'Octobre à la politique de Staline dont l'essence peut s'exprimer en quelques mots. Bâillonnement du noyau prolétarien, fraternisation avec les conciliateurs de tous les pays, capitulation devant la bourgeoisie mondiale.* » À l'issue de la séance, Staline réclama son exclusion du parti et celle de Zinoviev.

Chapitre XI

Le dernier meeting de Trotsky à Moscou

La campagne de réunions organisée par l'Opposition se poursuivait, malgré les tentatives du GPOu et des gros bras de Staline de les disperser. À l'approche du congrès et, avant, des cérémonies prévues pour le dixième anniversaire de la révolution d'Octobre, l'agitation redoubla d'intensité.

Dogard, l'ouvrier imprimeur, témoigne dans ses mémoires : « *On imprimait des tracts. On les collait sur les murs des maisons. À Krasnaïa Presnia – quartier 100 % ouvrier – on les distribuait dans les usines.* » À l'imprimerie du quotidien gouvernemental *Izvestia*, il y avait douze ouvriers-typographes de l'Opposition, d'autres de leurs camarades travaillaient à la rédaction et il y avait même un directeur oppositionnel, Viatcheslav Polonsky.

Le 4 novembre 1927[1], l'Opposition réussit à tenir un grand meeting avec Trotsky dans le quartier Bauman, à Moscou. Les participants ayant été prévenus à l'avance, les oppositionnels s'emparèrent d'un amphithéâtre dans les locaux de l'École technique supérieure. Deux mille personnes réussirent à y trouver place, presque autant se pressant aux portes du bâtiment.

1 La Russie avait changé de calendrier au début de l'année 1918. Selon l'ancien calendrier, le calendrier julien, l'insurrection d'Octobre avait eu lieu le 25 octobre. Mais l'adoption du calendrier grégorien – qu'utilise la plus grande partie de l'humanité – faisait que les cérémonies commémorant la révolution d'Octobre avaient désormais lieu avec treize jours de décalage, le 7 novembre.

Dogard assista à ce meeting deux jours avant son exclusion du parti. Il en fait le récit : « *Nous arrivâmes là-bas en avance, sachant qu'il y aurait Trotsky, mais l'auditorium était déjà plein. J'avais amené avec moi des connaissances d'autres imprimeries, tous membres du parti. Vers six heures apparurent Trotsky et Kamenev. Kamenev, après une courte introduction, donna la parole à Léon Davidovitch. (...) Après que Trotsky eut parlé près d'une heure, on frappa à la porte. Un message écrit prévenait Kamenev de l'arrivée d'Ouglanov, Iaroslavsky et Tsifrinovitch* [tous trois des staliniens de la direction du parti]. *Ils souhaitaient intervenir à la réunion. On posa la question à l'assistance car on savait que s'ils entraient, avec eux surgiraient d'autres staliniens qui saboteraient la réunion. On décida de ne pas les laisser entrer. Moins d'un quart d'heure plus tard, la lumière s'éteignit, visiblement on avait coupé le courant. Mais en regardant autour de moi, j'aperçus bientôt des bougies dans les mains des gens qui m'entouraient. Les gens se montraient prévoyants, c'est que beaucoup avaient derrière eux l'expérience de l'activité clandestine... Et voilà, à la lumière de ces bougies, Trotsky continua son discours. C'était le feu et la flamme ! Les murs tremblaient aux cris des "hourras" et des acclamations. Avant cela j'avais eu l'occasion à plusieurs reprises d'entendre ses discours, en 1923 et 1924, et en 1927 à la maison des Pionniers, rue Polianka, où il fit un discours aux komsomols des quartiers de Khamovna et de Krasnaïa Presnia. Écouter Trotsky était toujours exceptionnel. Mais la façon dont cela se passa à l'institut Bauman dépassa tout ce que j'avais vu jusque-là.* »

À Moscou, Trotsky, Zinoviev, Smilga, Vratchev, l'ouvrier Petoukhov, organisèrent d'autres meetings, avec des centaines de participants à chaque fois, comme à l'usine Aviapribor. Aux usines Poutilov de Leningrad, Zinoviev réussit à parler un quart d'heure malgré le chahut déclenché contre lui, dans un climat de terreur

tel que sa résolution ne recueillit que 25 voix contre 1 375. Quand l'Opposition dénonçait les intimidations dans les réunions, Staline prétendait que c'étaient des interventions spontanées, la « *voix du parti* » couvrant celle des « *agitateurs* ». La cellule des ateliers Riazan-Ouralsk dut se réunir deux fois, car, lors d'une première réunion, l'Opposition avait recueilli la majorité des votes ; les staliniens l'accusèrent d'avoir pris les militants par surprise et firent procéder à un second vote sous leur contrôle.

Rakovsky, récemment rappelé en URSS pour avoir critiqué Staline sur les questions chinoise et anglaise depuis l'étranger, se lança également dans la bagarre. Il tint deux meetings à Krasnaïa Presnia. À l'usine Ossoaviakhim, il prit la parole devant plus de cinq cents personnes. Contre lui on envoya Boukharine – un des rares vieux-bolcheviks alors alliés à Staline – et Rioutine, connu comme le chef des cogneurs utilisés pour briser les réunions de l'Opposition. Rakovsky se rendit ensuite en Ukraine, où sa popularité était toujours importante. Au combinat d'électricité Gez de Kharkov, il parla devant quatre mille personnes. Il intervint dans des conférences du parti à Dniepropetrovsk et Zaporojie. Mais il fut arraché de la tribune du soviet de Kharkov par un commando prétendument anonyme. Dans des rapports envoyés à Staline sur l'état d'esprit à Kharkov, Postychev, son homme de main, citait les questions fréquemment posées par le public qui assistait aux réunions : « *Que veut l'Opposition ? Pourquoi de vieux-bolcheviks sont-ils avec elle ? Si la ligne du parti est juste, pourquoi les empêcher de parler ? Pourquoi refuse-t-on la parole à Rakovsky ? Ce sont des héros de la révolution et de la guerre civile qui sont frappés : pourquoi ? Pourquoi ne pas discuter librement ?* »

Chapitre XII

Le dixième anniversaire de la révolution d'Octobre

Le soir même du meeting à l'Institut Bauman eut lieu une réunion de la direction de l'Opposition, dans l'appartement de Smilga. Ivar Smilga, né en 1892, était un vieux-bolchevik. À l'âge de 25 ans, en avril 1917, il avait été élu au comité central. Devenu président des soviets de Finlande, organisateur du parti dans la flotte de la Baltique dont tous les bâtiments étaient devenus bolcheviques, il avait joué un rôle important dans les préparatifs de l'insurrection d'Octobre. Proche de Zinoviev, il avait rallié l'Opposition unifiée en 1926. Après avoir contribué à la rédaction de la Plate-forme de l'Opposition et participé à l'agitation dans les quartiers ouvriers, il allait être le principal organisateur de la manifestation de l'Opposition à Moscou pour le dixième anniversaire d'Octobre.

Lors de la réunion du 4 novembre, l'Opposition avait décidé de défiler pour les commémorations avec ses propres mots d'ordre : « *À bas l'opportunisme !* », « *Appliquez le testament de Lénine* », « *Maintien de l'unité bolchevique* », « *À bas le koulak, le nepman, et le bureaucrate !* » La décision fut prise après un débat houleux car, les menaces de Staline se faisant de plus en plus pressantes, Zinoviev proposait de renoncer sans combat. Il se disait favorable à un compromis avec la direction pour ne pas donner de prétexte à la répression. Mais Trotsky repoussa le compromis et, finalement, l'emporta.

Le jour venu, le 7 novembre, les staliniens savaient que l'Opposition préparait quelque chose et avaient décidé de ne pas la laisser manifester. À Leningrad, des oppositionnels parvinrent tout de même jusqu'à la tribune officielle au milieu du cortège, avant que le service d'ordre n'arrête Zinoviev et Radek, que l'on retint jusqu'à la fin des commémorations. À Moscou, dès que les oppositionnels dispersés dans la foule déployèrent pancartes et banderoles, celles-ci furent brisées et déchirées par des nervis postés le long du parcours, qui pourchassèrent ensuite les oppositionnels dans le défilé. Seuls des étudiants chinois parvinrent à conserver leurs pancartes jusqu'à la place Rouge. Aussitôt après, les groupes repérés furent dispersés, frappés, et des manifestants arrêtés.

L'appartement de Smilga était situé sur le parcours. Les militants de l'Opposition accrochèrent sur son balcon une banderole et les portraits de Lénine et de Trotsky. Dogard raconte dans ses mémoires : « *Au balcon se tenaient les dirigeants de l'Opposition – Smilga, Préobrajensky, Beloborodov* [membre de l'Opposition de gauche depuis 1923], *je les connaissais tous de vue. À côté d'eux il y avait quelques soldats de l'Académie de l'armée de l'air. Vers midi, le cortège du quartier de la Krasnaïa Presnia, avec à sa tête Rioutine, arriva près du National* [un hôtel]. *À ce moment-là, du balcon, du toit, les slogans de l'Opposition furent lancés au mégaphone, à l'adresse des cortèges qui défilaient. Aussitôt, Rioutine et ses acolytes escaladèrent le balcon et se mirent à en chasser vers l'intérieur tous les oppositionnels qui s'y trouvaient. Je me rappelle un de ces "pogromistes", très grand, en manteau noir et en bottes, criant sans cesse :* "À bas les agents de l'impérialisme britannique !" » Préobrajensky fut roué de coups, au même titre que d'autres militants présents.

Trotsky tenta d'approcher le cortège en voiture. Lorsqu'il voulut haranguer une colonne d'ouvriers sur la place de la Révolution, il

fut aussitôt encadré par des miliciens et conspué. Un coup de feu partit, brisant une vitre de la voiture, et Trotsky dut renoncer à prendre la parole.

Dès le lendemain, une crise éclata entre dirigeants de l'Opposition. Kamenev déclara : *« S'il n'est pas possible d'arracher le pouvoir au groupe dirigeant, il ne nous reste qu'à nous soumettre. »* Et Zinoviev dit à Trotsky : *« Lev Davidovitch, l'heure est venue d'avoir le courage de capituler »,* qui lui répondit : *« S'il avait suffi de ce courage-là, la révolution serait faite dans le monde entier ! »* Victor Serge rapporte dans ses *Mémoires d'un révolutionnaire* le raisonnement invoqué par les oppositionnels se préparant à capituler : *« On veut nous chasser du parti ; nous devons y rester à tout prix. L'exclusion c'est la mort politique, la déportation, l'impossibilité d'intervenir quand s'ouvrira la prochaine crise du régime... Rien ne pourra se faire en dehors du parti. Les humiliations nous importent peu. »*

Le 15 novembre, Zinoviev et Trotsky furent exclus du parti, tandis que Rakovsky, Smilga, Kamenev et d'autres l'étaient du comité central. Le 18 novembre, on releva Zinoviev et Mouralov de leurs fonctions au Gosplan, l'organisme d'État chargé de planifier l'économie. Le lendemain, Beloborodov fut relevé de son poste de commissaire du peuple à l'Intérieur et Trotsky, le surlendemain, de la direction du comité des concessions. Exclusions, arrestations, déportations s'accélérèrent. Le déchainement de violence auquel Staline recourrait contre l'Opposition annonçait une période nouvelle : on allait la rejeter systématiquement hors du parti.

Deux jours après les manifestations, Rakovsky se rendit à Dniepropetrovsk pour y organiser de nouveaux rassemblements. L'accueil des ouvriers fut plutôt chaleureux. En revanche, à une conférence du parti, les responsables refusèrent de lui laisser lire son discours. Et quand il essaya de lancer un débat en fin de séance,

on lui coupa brutalement la parole. À Zaporojie, il prit part à une réunion de la cellule de l'usine Le Communard. Là, on le laissa parler, mais il comprit que les ouvriers ne pouvaient pas approuver ce qu'il disait : la résolution qu'il soumit au vote ne recueillit que neuf voix sur trois cents. Puis le bureau politique ukrainien demanda à chaque cellule du parti, dans les usines, les kolkhozes et toutes les institutions publiques, de convoquer des réunions pour dénoncer l'Opposition. Dans le courant du mois de novembre, les staliniens organisèrent près d'un millier de ces réunions, auxquelles participèrent plus de cent mille personnes.

Chapitre XIII

Le suicide de Ioffé

Le 16 novembre 1927, Adolf Ioffé, l'un des dirigeants de la social-démocratie russe les plus connus, qui avait joué un grand rôle en tant qu'ambassadeur de l'URSS et qui était avec l'Opposition de gauche depuis 1923, se suicida. Malade, à bout de forces et se voyant refuser les moyens de se soigner, il entendait faire de son geste une ultime protestation contre la bureaucratie. Il laissa une lettre, adressée à Trotsky, qui était une profession de foi.

Ioffé était né en 1883 dans une famille de riches marchands juifs de Crimée. Lycéen, il avait adhéré au parti social-démocrate et, de ce fait, n'avait pu entrer dans aucune université. Il s'était exilé à Berlin où il s'était formé auprès du parti social-démocrate allemand. De retour en Russie, il avait participé à la révolution de 1905, se trouvant à Sébastopol au moment de la révolte du cuirassé Potemkine. Puis il avait repris le chemin de l'exil pour des années, alternant publication de la *Pravda* à l'étranger et séjours clandestins en Russie. Cela aboutit à son arrestation et à sa déportation en Sibérie. Pendant la révolution, il avait participé au comité militaire révolutionnaire chargé d'organiser l'insurrection. En janvier 1918, il dirigea la délégation envoyée à Brest-Litovsk pour négocier une paix séparée avec l'Allemagne, puis en avril on l'envoya comme ambassadeur à Berlin où la révolution grondait. Il continua ensuite à avoir un rôle important dans la diplomatie soviétique à l'étranger. Proche

de Trotsky depuis la Première Guerre mondiale, il avait adhéré sans hésiter à l'Opposition, dont il se trouvait cependant éloigné par ses fonctions.

Dans sa lettre d'adieux, s'adressant à Trotsky, il écrivait : *« Pendant plus de trente ans j'ai admis l'idée que la vie humaine n'a de signification qu'aussi longtemps et dans la mesure où elle est au service de quelque chose d'infini. Pour nous, l'humanité est cet infini.* (...)

Depuis un an, comme vous le savez, le bureau politique m'a interdit, en tant qu'adhérent de l'Opposition, tout travail politique. Ma santé n'a pas cessé d'empirer. (...) La commission médicale du comité central, bien qu'elle eût décidé de m'examiner de sa propre initiative, n'entreprit aucune démarche, ni pour mon départ à l'étranger, ni pour mon traitement dans le pays. Au contraire, le pharmacien du Kremlin, qui, jusqu'ici, m'avait fourni les remèdes qui m'étaient prescrits, se vit interdire de le faire. J'étais ainsi privé des remèdes gratuits dont j'avais bénéficié jusque-là. Cela arriva, semble-t-il, au moment où le groupe qui se trouve au pouvoir commença à appliquer sa solution contre les camarades de l'Opposition : frapper l'Opposition au ventre. (...) Si j'étais en bonne santé, je trouverais bien la force et l'énergie de combattre contre la situation existant dans le parti ; mais, dans mon état présent, je ne puis supporter un état de fait dans lequel le parti tolère en silence votre exclusion, même si je suis profondément persuadé que, tôt ou tard, se produira une crise qui obligera le parti à expulser ceux qui se sont rendus coupables d'une telle ignominie. En ce sens, ma mort est une protestation contre ceux qui ont conduit le parti si loin qu'il ne peut même pas réagir contre une telle honte. (...)

Je n'ai jamais douté que vous étiez dans la voie juste, et, vous le savez, depuis plus de vingt ans, y compris dans la question de la "révolution permanente", j'ai toujours été de votre côté. Mais il m'a toujours semblé qu'il vous manquait cette inflexibilité, cette

intransigeance dont a fait preuve Lénine, cette capacité de rester seul en cas de besoin, et de poursuivre dans la même direction, parce qu'il était sûr d'une future majorité, d'une future reconnaissance de la justesse de ses vues. Vous avez toujours eu raison en politique depuis 1905, et Lénine lui aussi l'a reconnu ; je vous ai souvent raconté que je lui avais entendu dire moi-même : en 1905, c'était vous et non lui qui aviez raison. À l'heure de la mort, on ne ment pas et je vous le répète aujourd'hui.

Mais vous vous êtes souvent départi de la position juste en faveur d'une unification, d'un compromis dont vous surestimiez la valeur. C'était une erreur. Je le répète : en politique, vous avez toujours eu raison, et maintenant vous avez plus que jamais raison. Un jour, le parti le comprendra, et l'histoire sera forcée de le reconnaître. Ne vous inquiétez donc pas si certains vous abandonnent, et surtout si la majorité ne vient pas à vous aussi vite que nous le souhaitons. Vous êtes dans le vrai, mais la certitude de la victoire ne peut résider que dans une intransigeance résolue, dans le refus de tout compromis, comme ce fut le secret des victoires de Vladimir Ilitch. »

Les funérailles de Ioffé furent l'occasion de la dernière grande manifestation publique de l'Opposition unifiée en Russie. Elles furent fixées par les autorités en milieu de journée, un jour ouvré, afin que les ouvriers de Moscou ne puissent y participer. Il y eut tout de même dix mille manifestants. Victor Serge décrivit la foule qui suivait le cercueil, dans la neige, en chantant avec des drapeaux rouges. La police tenta d'interdire l'accès du cimetière aux manifestants. Mais Trotsky et Sapronov qui menaient le cortège déclarèrent qu'alors le cercueil n'entrerait pas non plus. Ils finirent par obtenir gain de cause. Rakovsky prononça un éloge funèbre : *« Ce drapeau nous le suivrons comme toi jusqu'au bout, nous en faisons le serment sur ta tombe ! »* Puis Trotsky prit la parole pour ce qui

fut son dernier discours public en Union soviétique, promettant à la mémoire du révolutionnaire défunt la poursuite du combat et la défense de l'héritage de Marx et de Lénine.

Chapitre XIV

L'éclatement de l'Opposition unifiée

Au congrès, qui se tint du 2 au 9 décembre 1927, Staline exigea la capitulation de l'Opposition, « *entièrement et sans condition tant sur le plan politique que sur celui de l'organisation* », sous peine d'exclusion du parti. Rykov ajouta que le parti recourrait sans hésiter à la répression contre les exclus. Mis au pied du mur, certains oppositionnels flanchèrent. Piatakov, qui ne cédait pourtant pas encore, exprima leur sentiment : « *Pour moi, il n'y a plus de vie en dehors du parti et en désaccord avec lui.* »

Les zinoviévistes acceptèrent de se renier pour rester dans le parti. Kamenev, qui pendant le congrès avait demandé d'une voix bouleversée : « *Va-t-on exiger que nous abjurions en une nuit nos convictions ?* » reprit la parole pour conclure : « *Nous nous soumettons sans réserve aux décisions du congrès, si pénibles qu'elles puissent être pour nous.* »

Mais certains zinoviévistes ne suivirent pas Zinoviev. Par exemple, G. Safarov, membre de l'Opposition unifiée, qu'il représentait clandestinement au niveau international grâce à son travail dans les services diplomatiques, se retrouva en déportation pour n'avoir pas capitulé.

Tentant d'éviter de nouvelles exclusions, les rares représentants de l'Opposition de gauche de 1923 qui purent prendre la parole au congrès, autour de Rakovsky, maintinrent leurs positions, tout

en promettant de respecter la discipline du parti. Ils ne voulaient pas se retrouver complètement coupés du parti. Ce fut un échec. Rakovsky fut interrompu lors de son intervention et chassé de la tribune. Exclus pour avoir refusé de renoncer à leurs critiques, Rakovsky, Smilga, Mouralov et Radek adressèrent une déclaration au comité central dont voici un extrait : *« Exclus du parti, nous resterons quand même fidèles à son programme, à ses traditions, à son drapeau. Nous continuerons à travailler au renforcement du parti communiste et de son influence sur la classe ouvrière.* (...) *On nous exclut pour nos idées. Nous les considérons comme bolcheviques et léninistes. Nous ne pouvons y renoncer, car toute la marche des événements confirme leur justesse.* »

Ils dénoncèrent l'orientation économique droitière du parti, conséquence des attaques de la direction contre la gauche : *« Plus de mille communistes appartenant à l'Opposition ont déjà été exclus du parti. L'exclusion de tous les dirigeants de l'Opposition sera le signal de l'exclusion de nouveaux milliers de camarades opposants. Ces exclusions, que le Congrès le veuille ou non, marqueront un coup de barre à droite pour la politique du parti, renforceront les groupements anti-prolétariens à l'intérieur du pays et accentueront la pression que l'impérialisme exerce de l'extérieur.* »

Mouralov prononça son dernier discours à la tribune, interrompu par des cris : *« Menteur ! Descendez-le de la tribune ! Va travailler à la campagne !* » Dès la fin du congrès, on l'envoya en Sibérie, où le rejoignirent peu de temps après Préobrajensky et bien d'autres. Rakovsky fut envoyé à Astrakhan, Radek à Tomsk, d'autres dirigeants de l'Opposition en divers endroits de Sibérie, dans le Caucase, en Crimée. Le 17 janvier 1928, Trotsky fut déporté à Alma-Ata, au Kazakhstan.

Au moins 1 500 opposants furent exclus du parti les semaines suivantes. Les assignations à résidence les envoyaient à des journées de voyage et des semaines de correspondance de Moscou. Ne pas respecter les interdictions entraînait la prison. La bureaucratie était déterminée à briser les liens organisationnels de l'Opposition.

Chapitre XV

L'Opposition exclue du parti

En dehors des figures dirigeantes de l'Opposition, on sait assez peu de choses de la plupart de ses militants arrêtés et déportés à la fin de l'année 1927. Néanmoins, les rapports du GPOu, partiellement accessibles depuis la disparition de l'URSS en 1991, donnent un aperçu de ce que l'Opposition représentait alors. Ils mentionnent généralement au moins la profession des personnes arrêtées et le motif de leur arrestation.

Ainsi, un certain Vsevolod Patriarka, de l'usine Krasnyi Tekstil'chtchik, qui installait des machines textiles dans différentes usines où il se déplaçait, avait eu « *des discussions* » dans ces usines. Sur dénonciation, on perquisitionna son domicile où l'on trouva des textes « *très violents* », et il fut arrêté. D. Demidov, ouvrier de 23 ans, membre depuis 1918 d'une cellule du parti dans une boulangerie industrielle, reconnut avoir distribué du matériel de propagande de l'Opposition et cherché à susciter des discussions, mais il refusa de donner les noms d'autres Oppositionnels et subit des brimades pour cette raison. S. Novikov, jeune ouvrier de l'usine Makarannaïa, organisa chez lui une réunion à laquelle participèrent « *quinze komsomols et trois sans-parti* ». À la veille du XV[e] congrès, plusieurs réunions des komsomols prenaient fait et cause pour l'Opposition. Ainsi celle du quartier Khamovnitchesky, à Moscou, vota cette résolution : « *L'assemblée des militants du rayon proteste avec force contre*

l'exclusion du comité central des camarades Zinoviev et Trotsky. Par cette exclusion, le comité central a imposé un caractère unilatéral à la discussion qui doit avoir lieu avant la tenue du congrès.»

Un ancien membre du comité central des Jeunesses communistes, Melnaïs, un Letton, étudiant à la faculté de physique et de mathématiques de l'université de Moscou, était à la tête d'un groupe de plusieurs centaines d'étudiants. Arrêté, on l'envoya en isolateur et en déportation.

Tkatchev, mécanicien de locomotives et secrétaire de cellule à l'usine Riazan-Ouralsk, fut arrêté également, ainsi qu'un certain Nossov, du dépôt de la gare de Riazan, qu'un certain Kozlov, 22 ans, mécanicien de locomotives de la gare de Kazan à Moscou, que Roudnev, 24 ans, «*homme du téléphone*» dans les gares, que Finachine, de la gare Koursk-Moscou, que Sviridov, mécanicien au dépôt de la gare de Kazan, etc. Les idées de l'Opposition empruntaient aussi les voies ferrées.

D'après l'historien Pierre Broué, il faudrait plusieurs pages pour citer tous les ouvriers arrêtés à l'usine Aviapribor avant et après le congrès. L'usine Krasnyi Oktiabr, elle aussi, était un bastion de l'Opposition, où Trotsky était «*la grande autorité*» à en croire les mouchards et où l'imprimerie de l'entreprise tirait tracts et journaux clandestins de l'Opposition. Le «*leader*» y était A. Belotserkovsky, âgé de 28 ans, entré au parti en 1912, ouvrier diplômé de l'Institut des professeurs rouges revenu ensuite à l'usine. Avec lui, d'autres militants encore : Tcherkassov, Nazarov, et un déciste, Melnikov...

Malgré les arrestations, au moment du congrès, l'Opposition comptait encore, refusant de capituler, entre 4 000 et 8 000 militants déclarés dans le parti. Le premier chiffre fut donné par Staline au XV^e^ congrès : il correspondait au nombre de votes officiellement comptabilisés en faveur de la Plate-forme de l'Opposition

– pourtant interdite – lors des réunions préparatoires au congrès. Staline ironisa en comparant ce chiffre aux presque 700 000 adhérents du parti. Quant au chiffre de 8 000 militants, il résulte du décompte des prisonniers et exilés bolcheviks-léninistes en 1928 : il s'agit d'une estimation d'après les comptes rendus que les oppositionnels réussirent à transmettre à leurs dirigeants au cours de cette même année.

Certains jugent ces chiffres sous-estimés. Dogard affirme, lui, qu'il y avait 12 000 partisans de l'Opposition rien qu'à Moscou, dont davantage de komsomols que de membres du parti. D'autre part, un an plus tard, en novembre 1928, dans un discours au comité central, Staline, évoquant le XV[e] congrès, déclara : *« Je pense que si 10 000 ont voté contre le programme de la majorité, alors 20 000 membres du parti et sympathisants du trotskysme n'ont pas voté du tout, puisqu'ils ne sont pas venus à la réunion du vote. »* Staline, qui n'était pas à une contradiction près, a donc donné, à un an d'intervalle, deux ordres de grandeur assez éloignés – 4 000 et 30 000 – pour ce qui concerne la taille de l'Opposition.

Quoi qu'il en soit, même si le rapport des forces n'était bien sûr pas en sa faveur, elle représentait, au lendemain du congrès, un courant regroupant des milliers, voire quelques dizaines de milliers de bolcheviks-léninistes dans le pays. Elle abordait une nouvelle étape de son histoire en dehors du parti, dans des conditions matérielles beaucoup plus difficiles et avec des possibilités d'expression restreintes. Mais elle ne mit pas longtemps à restaurer des liens organisationnels, aussi bien en déportation qu'avec les organisations clandestines encore actives dans les usines et villes du pays. Le contact fut maintenu aussi avec Trotsky et les autres dirigeants de l'Opposition.

Trotsky donna trois objectifs immédiats aux bolcheviks-léninistes qui s'adressaient à lui, désorientés par la nouvelle situation. D'abord s'éduquer politiquement, par l'étude, « *tâche la plus importante pour tout oppositionnel* », car beaucoup de jeunes rejoignant l'Opposition n'avaient qu'une expérience politique et une connaissance des idées marxistes limitées. Ensuite, s'impliquer dans un travail constructif au sein des organisations prolétariennes et soviétiques, afin d'être au contact de la classe ouvrière, de ses entreprises et de ses luttes, pour ne pas couper les liens avec elle. Enfin, il fallait désormais trouver moyen de lancer un appel à l'Internationale, « *de sorte que l'Opposition soit représentée au VI^e^ congrès de l'Internationale communiste dans sa pleine dimension* », ce congrès devant se tenir au mois de juillet 1928.

L'Opposition allait devoir résister à une répression bien plus dure et reconstruire son organisation, ce qui était pour les vieux-bolcheviks une sorte de retour à la période de lutte contre le tsarisme. Ils savaient le faire. L'objectif, résumé par Trotsky, était de « *préserver les traditions révolutionnaires, maintenir le contact avec les éléments avancés à l'intérieur du parti, analyser le développement de la période thermidorienne et se préparer pour le prochain soulèvement révolutionnaire, dans le monde aussi bien qu'en URSS.* »

Chapitre XVI

Le Thermidor russe ou la contre-révolution en marche

Thermidor était une référence à la Révolution française de 1789-1794, que tous les révolutionnaires russes avaient étudiée comme modèle d'une grande révolution bourgeoise. Par analogie avec le cours de la Révolution française, les communistes oppositionnels soviétiques se demandèrent si le Thermidor russe n'était pas accompli avec l'exclusion de l'Opposition. Le 9 Thermidor (26 juillet) 1794, la révolution française avait connu un retour de balancier : issue des propres rangs des Jacobins, la réaction avait renversé, puis guillotiné Robespierre, qui symbolisait encore trop la phase populairement active de la révolution. Après avoir jeté la monarchie à bas, brisé la propriété féodale et instauré son propre pouvoir, la bourgeoisie parvenue au pouvoir grâce à la mobilisation des masses voulait que celles-ci rentrent dans le rang. Le Thermidor français marquait la victoire de la contre-révolution. Une contre-révolution politique, mais non pas sociale, car même sous l'Empire ou durant la Restauration monarchiste, la réaction politique ne remit jamais en cause, mais au contraire préserva les bases sociales et économiques sur lesquelles la révolution de 1789 et ses suites avaient fermement établi la bourgeoisie en classe dominante.

En Union soviétique, à la fin des années 1920, quand ils parlaient d'un « Thermidor russe », les bolcheviks-léninistes ne cherchaient

bien sûr pas à « calquer » le cours de la Révolution russe sur celui de la Révolution française. Ils ne faisaient pas œuvre d'historiographes : ils sonnaient l'alarme en militants de la classe ouvrière combattant pour la cause du communisme. En évoquant Thermidor, ils mettaient en garde le noyau révolutionnaire du parti, de l'Internationale et les travailleurs conscients contre le danger de contre-révolution sociale, c'est-à-dire de renversement, de destruction de l'État ouvrier, dont était grosse la politique de la fraction stalinienne.

Mais si l'analogie historique avec le Thermidor français permettait de pointer le danger, comme Trotsky l'expliquera plus tard, en 1935, dans un texte fameux, *État ouvrier, Thermidor et bonapartisme*, il fallait la *« réviser et la corriger »* car elle avait *« servi à obscurcir plutôt qu'à éclairer la question »*. Le Thermidor français fut une contre-révolution politique qui ne modifia en rien les rapports de propriété établis par la révolution bourgeoise ; le Thermidor soviétique, du moins tel que l'entendaient les communistes oppositionnels en 1926-1927, aurait été une contre-révolution sociale, avec renversement des rapports de propriété ainsi que de l'État ouvrier établis par la révolution de 1917 et rétablissement de la propriété capitaliste.

En l'occurrence, dira plus tard Trotsky, Thermidor, au sens politique d'un formidable retour de balancier réactionnaire, n'était pas *à venir* dans l'URSS de 1927 ; il avait *déjà eu lieu.* On pouvait le dater de l'écrasement, en 1924-1925, des communistes oppositionnels par les staliniens, une défaite qu'avaient préparée *« l'étouffement de l'avant-garde prolétarienne et l'écrasement des internationalistes révolutionnaires par une bureaucratie nationaliste et conservatrice »*.

En revanche, le « Thermidor » social contre lequel se battait l'Opposition de gauche n'avait pas eu lieu. Aussi réactionnaire,

conservatrice et contre-révolutionnaire qu'ait été la bureaucratie stalinienne, si toute sa politique accroissait le danger d'un retour du capitalisme en URSS, la bureaucratie préférait préserver les bases socio-économiques établies par octobre 1917, qui assuraient ses privilèges sous la forme d'un pillage et de prélèvements de plus en plus lourds sur l'économie collectivisée, à un retour de la bourgeoisie où des milliers de bureaucrates pouvaient craindre d'avoir plus à perdre qu'à gagner.

Les décistes venaient de rompre avec l'Opposition en affirmant que, si la bourgeoisie n'avait pas repris le pouvoir en URSS, la victoire des staliniens signifiait que la révolution avait péri, qu'il ne restait rien des acquis ouvriers d'Octobre et que la bureaucratie stalinienne avait instauré un « capitalisme d'État ». Comme bien des révolutionnaires, ils se heurtaient à la question de la bureaucratie : quelle était cette couche sociale qui avait confisqué le pouvoir, scénario que le marxisme n'avait pas prévu, et pour cause, puisque personne n'aurait imaginé qu'un État ouvrier, né dans un pays arriéré qui plus est, puisse survivre aussi longtemps dans l'isolement. Et rappelons que Lénine, notamment, avait maintes fois affirmé que l'alternative après la victoire d'Octobre était la suivante : ou bien la révolution s'étendait dans d'autres pays, et d'abord dans les plus avancés économiquement, venant en aide à la Russie soviétique arriérée, ou bien le régime soviétique et l'État ouvrier seraient renversés par la bourgeoisie.

Or, si la révolution n'avait pas triomphé dans d'autres pays, la réaction n'était pas non plus parvenue à briser l'État soviétique. Et si la classe ouvrière n'y exerçait plus le pouvoir, comme au temps des soviets révolutionnaires de 1917, ce n'était pas la bourgeoisie, mais une bureaucratie parasitaire de plus en plus nombreuse qui tenait désormais les leviers du pouvoir. Certains, souvent les

mêmes que ceux qui affirmaient que l'on ne pouvait et devait plus se battre pour essayer de redresser le parti et de réformer l'URSS en renversant la bureaucratie, n'hésitèrent pas à affirmer qu'il s'agissait là d'une nouvelle classe sociale.

D'où aurait-elle surgi ? Quelles étaient ses racines historiques ? Quels étaient ses liens avec les rapports de propriété établis par la révolution d'Octobre ? Quelles conclusions pratiques en tirer pour des militants, des travailleurs soviétiques ayant à affronter concrètement les bureaucrates et leurs représentants politiques, les staliniens ?

À ces questions, seuls Trotsky et les bolcheviks-léninistes allaient apporter des réponses à la fois théoriques et militantes, alors que les positions des décistes et autres partisans de la théorie du « capitalisme d'État » reflétaient en réalité le découragement de ceux qui les énonçaient.

D'un point de vue marxiste, on ne pouvait considérer la bureaucratie comme une classe sociale car elle n'avait pas de lien avec le régime de production. Comme toute bureaucratie étatique, disait Trotsky, c'était une couche parasitaire vivant sur la base d'un régime social déterminé. Dans les pays capitalistes, la bureaucratie étatique vit sur la base du régime bourgeois : elle peut bien prélever une part plus ou moins importante des richesses, elle n'en défend pas moins fondamentalement la propriété bourgeoise et ne remet jamais en cause la domination économique de la bourgeoisie ni son pouvoir de classe. La bureaucratie soviétique, elle, était un corps parasitaire prélevant une part grandissante des richesses dans son propre intérêt aux dépens de la classe ouvrière. Mais l'État sur lequel elle s'appuyait demeurait un État ouvrier, car né d'une révolution prolétarienne ayant exproprié la bourgeoisie.

Trotsky tirait de ce raisonnement l'idée que si la contre-révolution devait triompher et la propriété bourgeoise des moyens de production être rétablie en URSS, l'État ouvrier serait renversé par la force, et la bureaucratie avec lui d'ailleurs. Trotsky était convaincu que la bureaucratie verrait bientôt se dresser contre elle ces nepmen qui proliféraient, s'enrichissaient à vue d'œil, prenaient toujours plus d'assurance et de poids social – comme le dénonçaient avec verve alors les écrits des romanciers satiriques Ilf et Petrov, notamment *Les Douze chaises* et *Le Veau d'or*.

Confirmation de la justesse du point de vue de Trotsky et de l'erreur de celui des décistes, en 1927 quand les koulaks refuseront à la bureaucratie le blé qu'ils avaient accaparé, quand cette bourgeoisie de la NEP deviendra un danger mortel pour l'État soviétique, on verra le bloc dirigeant Staline-Boukharine se scinder et le centre, avec Staline à sa tête, se retourner contre ses alliés droitiers et pro-nepmen de la veille. Et, en 1928, on verra la bureaucratie stalinienne, reprenant les idées de l'Opposition de gauche, chercher appui parmi les ouvriers pour se mettre *« sur la voie de l'industrialisation, puis de la collectivisation. Au prix d'innombrables sacrifices superflus*, ajoutait Trotsky, *les conquêtes sociales fondamentales de la révolution d'Octobre furent malgré tout sauvées ».* Malgré la politique stalinienne qui les avait mises en danger. Malgré le groupe déciste qui, déclarant en 1926 que l'État ouvrier avait été liquidé par les staliniens, avait manifestement enterré une révolution encore vivante.

Les bolcheviks-léninistes, eux, affirmaient que le sort de cette révolution, l'avenir de l'État soviétique dépendaient en dernier ressort du rapport de force entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, à l'échelle de l'URSS comme à l'échelle mondiale.

Au cours des années à venir, l'Opposition bolchevique-léniniste continua à fonder sa politique, comme depuis 1923, sur la conviction, exprimée par Trotsky, que « *les idées ont une puissance énorme quand elles correspondent au cours des événements* ». Abandonner ses idées sous prétexte que le cours des événements ne répond pas à ses attentes, c'est ce que faisaient, chacun à sa façon, aussi bien les décistes que les ex-oppositionnels capitulards. Les justifications qu'ils donnaient à leur renoncement n'exprimaient rien d'autre que leur découragement, leur absence de ténacité face à l'adversité. Les bolcheviks-léninistes, eux, ne baissaient pas les bras. Contre vents et marées, défendant les intérêts de la classe ouvrière, l'héritage du bolchévisme et d'octobre 1917, ils maintenaient le cap sur d'autres révolutions ouvrières à venir. Non pas qu'ils auraient eu besoin d'entretenir cet espoir pour lutter : en fait, Trotsky et ses camarades savaient, et ils le disaient, que plus le temps passait, plus la réaction (et pas seulement stalinienne) progressait dans le monde, plus s'amenuisaient leurs chances de succès à court terme. Mais ils préparaient l'avenir. Et, en héritiers du bolchevisme, ils avaient la certitude que, tôt ou tard, l'histoire remettrait la révolution à son ordre du jour. Cette conviction, les idées pour lesquelles ils se battaient allaient non seulement leur permettre de résister aux épreuves de la répression, malgré la perte de nombreux militants, mais d'en gagner d'autres, une nouvelle génération qui prendrait bientôt le relais de ceux que leurs forces abandonnaient.

Bibliographie succincte

Babel (Isaac), *Cavalerie rouge,* Actes Sud, 1999

Broué (Pierre), *Le parti bolchevique, histoire du PC de l'URSS*, Éd. de Minuit, 1963

Communistes contre Staline. Massacre d'une génération, Fayard, 2003

Cahiers Léon Trotsky, n° 6-8, *Les trotskystes en Union soviétique*, 1980-1981 ; n° 34, *Histoire et politique en URSS*, juin 1988 ; n° 53, *L'Opposition de gauche en URSS*, avril 1994

Cahiers du Mouvement ouvrier, (notamment) n^os^ 5, 16, 20, 24, 28, 29, 35, 48, 51, 52, 53

Cholokhov (Mikhaïl), *Le Don paisible,* Omnibus, 1999

Gladkov (Fédor), *Le Ciment*, Julliard, 1970

Haupt (Georges), Marie (Jean-Jacques), *Les bolcheviks par eux-mêmes*, Maspero, 1969

Ilf et Petrov, *Les Douze chaises* et *Le Veau d'or*, Librairie du Globe, 1993 et 1996

Lénine, *Lettre au congrès* (le « Testament »), Œuvres t.45

La question des nationalités ou de « l'autonomie », Œuvres t.36

Comment réorganiser l'Inspection ouvrière et paysanne, Œuvres t.33

Marie (Jean-Jacques), *Trotsky*, Payot, 2006

Lénine : la révolution permanente, Payot, 2011

Mémoires d'un bolchevik-léniniste. Renaissance du bolchevisme en URSS, Maspero, 1970

Rakovsky (Christian), *Les dangers professionnels du pouvoir,* Lutte ouvrière, 1996

Semenov (Serge), *La Faim*, Montaigne, 1927

Serge (Victor), *Mémoires d'un révolutionnaire*, Bouquins, 2001

Ville conquise, Flammarion, 2011

Trotsky (Léon), *Ma vie,* Gallimard, 1953

Cours nouveau, dans *De la* révolution, Ed. de Minuit, 1963

Les leçons d'Octobre, Classique rouge 7, Maspero, 1971

L'Internationale communiste après Lénine, PUF, 1969

État ouvrier, Thermidor et bonapartisme, Librairie du travail, 1936

La Révolution trahie, Ed. de Minuit, 1963.

Wang (Fanxi), *La marche de Wang*, La Brèche, 1987

Table des matières

Introduction 3

Première partie –1918-1923 : De la perspective de la révolution mondiale à l'isolement de l'URSS, fondement de la dégénérescence de l'État ouvrier

I.	Le parti bolchevique et la révolution d'Octobre	16
II.	Guerre civile et communisme de guerre (1918-1921)	20
III.	La bureaucratisation de l'État, les décistes, l'Opposition ouvrière	25
IV.	La mise en route de la NEP (mars 1921)	30
V.	Lénine contre les bureaucrates (1921-1923)	34
VI.	Staline et le « Testament » de Lénine	39

Deuxième partie – Octobre 1923 - avril 1926 Le combat de l'Opposition de gauche

I.	La « crise des ciseaux » : le risque d'une coupure entre les villes et les campagnes	46
II.	Naissance de l'Opposition de gauche : la déclaration des Quarante-six (octobre 1923) et la bataille pour le « cours nouveau » dans le parti	50
III.	Tous unis contre Trotsky !	55
IV.	La lettre de Maghidov à Staline	58
V.	Le succès relatif de l'Opposition de gauche	60
VI.	Mainmise des bureaucrates sur le parti : l'Opposition bâillonnée	63
VII.	Les principaux oppositionnels éloignés de Moscou	65
VIII.	Les *Leçons d'Octobre* de Trotsky, l'invention du « trotskysme » par ses adversaires	68
IX.	L'organisation de l'Opposition de gauche à Moscou	72

X. Une organisation sur tout le territoire de l'URSS 74
XI. Une direction alternative pour le parti 77

Troisième partie – Avril 1926 – 1927
L'Opposition unifiée

I. L'aggravation des contradictions de classe et l'éclatement de la « troïka » 82
II. La constitution de l'Opposition unifiée l'Opposition renforcée 85
III. L'Opposition unifiée à l'offensive 89
IV. 1925-1927 : révolution en Chine, grève générale en Angleterre 92
V. Des communistes chinois rejoignent l'Opposition 96
VI. Répression et réunions clandestines dans les appartements 99
VII. Pourquoi Trotsky n'a-t-il pas fait appel à l'Armée rouge ? 103
VIII. Continuer la lutte au sein du parti ou en créer un nouveau ? 106
IX. La Plate-forme de l'Opposition pour le XV^e^ congrès du parti 109
X. L'affaire de l'imprimerie clandestine 112
XI. Le dernier meeting de Trotsky à Moscou 114
XII. Le dixième anniversaire de la révolution d'Octobre 117
XIII. Le suicide de Ioffé 121
XIV. L'éclatement de l'Opposition unifiée 125
XV. L'Opposition exclue du parti 128
XVI. Le Thermidor russe ou la contre-révolution en marche 132

Bibliographie succincte 139

Dans la collection Éclairage

1 - Proche-Orient 1914-2010, les origines du conflit israélo-palestinien

2 - La Première Guerre mondiale, dix millions de morts pour un repartage du monde

3 - Histoire de la mondialisation capitaliste, tome I, 1492-1914

4 - Italie 1919-1920, les deux années rouges

5 - Histoire de la mondialisation capitaliste, tome II, 1914-2010

6 - La Russie avant 1917 – De l'abolition du servage à la veille de la révolution

7 - Le cerveau et la pensée

8 - La question coloniale dans le mouvement ouvrier en France

9 - La civilisation arabe du VIII^e au XIII^e siècle

10 - Les philosophes des Lumières